

NOTES

sur

LA SANTÉ PUBLIQUE ET LA MÉDECINE EN VALAIS

jusqu'au milieu du XIX^e siècle

Ce fascicule de nos « Annales » était réservé aux communications qui devaient être présentées à l'assemblée d'automne prévue à Granges. Celle-ci étant ajournée sine die à cause des événements internationaux, la rédaction a dû suppléer à celles-là au petit bonheur.

Faute de mieux (régime de guerre, „d'ersatz” et carte forcée!) nos lecteurs voudront bien se contenter de ces notes hâtives, sommaires et décousues, sur la Santé publique en Valais, inspirées par celles sur la Médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, par le Dr Léon Gauthier (1906), celles parues dans plusieurs organes de Sociétés d'histoire de la Suisse alémanique, et surtout par le très récent ouvrage du Dr Eugène Olivier : Médecine et santé dans le Pays de Vaud au XVIII^e siècle (1939), un monument que nous ne pouvons qu'envier sans aucune perspective de pouvoir jamais l'imiter.

Le temps réduit et les documents presque exclusivement personnels dont j'ai disposé ne me laissent aucun doute sur l'insuffisance de ce travail. Qu'importe ! Si humble soit-il, peut-être pourra-t-il servir de schéma ou de jalons pour un cadastre sanitaire du canton du Valais semblable à celui que le Dr Morax consacrait au canton de Vaud en 1900 ?

Il va sans dire que ces notes n'ont qu'une portée rétroactive, s'arrê-

tant intentionnellement à l'époque d'une organisation sanitaire plus ou moins sérieuse dans notre canton, et qu'elles visent le côté historique et culturel du sujet autant que le côté professionnel. Les archives cantonales ou celles du nouveau Département de l'Hygiène publique sont là pour fournir aux privilégiés qui y ont l'accès possible des matériaux propres à corriger, à enrichir et à compléter jusqu'à nos jours cette esquisse sans autre prétention que celle d'avoir recueilli non sans peines et coordonné une documentation des plus éparses sur l'un des éléments les plus importants et significatifs de la civilisation d'un peuple.

SOURCES

Abscheids de la Diète.

Lois et Décrets du Canton du Valais.

Rapports de gestion du Conseil d'Etat.

Archives de la Ville et de l'Abbaye de St-Maurice.

Annales Valaisannes.

Blätter aus der Walliser Geschichte.

Dictionnaire historique et biographique de la Suisse.

Anderegg, E., Dr., et H., Dr. : *Die schweizerische Philanthropie, Kanton Wallis*, 1907.

Bérodi, G. : *Chronique*, 1610-1642.

Bertrand, J.-B. : *Essai sur le Valais intellectuel*, 1910.

Boccard, Furrer, Gay, Grenat, Eggs : *Histoire du Valais*.

Clément, abbé : *Manuscrits*.

Desloges, Chr., Dr. : *Observations médicales sur la Suisse*, dans : *Magasin encyclopédique*, 1795.

Observations sur les épidémies les plus meurtrières, 1806.

Farquet, Phil. : articles divers sur Martigny, dans : *Nouvelliste valaisan*.

Graven, J., Dr. : *Essai sur l'évolution du Droit pénal valaisan*, 1927.

Heusler, And. : *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, 1890.

Lombard, H.-C., Dr. : *Le Climat de Montagne*, 1873.

Olivier, Eug., Dr. : *Médecine et santé dans le Pays de Vaud au XVIIIe siècle*, 1939.

Platter, Félix : *Observationum libri tres*, 1614.

Tamini, J.-E. : *Monographies diverses*.

de Vantéry, Jean : *Notes manuscrites*.

Collection personnelle de correspondances, ordonnances et comptes médicaux.

CHAPITRE PREMIER

EPIDÉMIES, ENDÉMIES ET MALADIES

La marche des grandes épidémies ou *maladies populaires* est en progression directe avec la multiplicité et la rapidité des communications entre les peuples. Les invasions des Barbares, les croisades, la reprise des relations commerciales avec l'Orient au XIV^e siècle, etc., ont presque toujours été accompagnées d'épidémies. Aussi bien la vallée du Rhône, la grande voie internationale du Moyen-Age, y fut-elle particulièrement exposée.

Divers facteurs en favorisèrent le développement, d'ordre climatérique et topographique : brusques sauts de température, chaleur torride ou froid rigoureux, inondations fréquentes, eaux stagnantes des marais, — et, d'autre part, d'ordre économique et moral : pauvreté et indolence des habitants (je parle du passé), entassements dans des espaces restreints, insalubrité et manque d'aération des habitations, voisinage des débris accumulés des ménages et des écuries, manque d'eau potable, régime alimentaire défectueux (abus du fromage et de viandes salées, et aussi du jus de la treille), vêtements de laine porteurs de germes infectieux, etc. Ce dédain, volontaire ou non, des éléments de l'hygiène publique ou privée, entraînait les conséquences les plus fâcheuses¹.

Pis encore, précédés ou suivis de phénomènes météorologiques (comètes, signes dans le ciel, excès de sécheresse ou d'humidité) ou de catas-

¹ Du plan de réforme sur le gouvernement temporel et politique de la louable communauté de Maze, proposé par un vrai ami de la société (1768), j'extrais ces trois articles qui semblent me suffire pour illustrer ce que j'avance :

2-3. *Plusieurs boivent leur vin en hiver dans l'oisiveté au lieu de le vendre ; d'autres le donnent presque à tous les enfants, même en quantité, dans le temps même qu'ils sont encore à la mamelle.*

5. *On se nourrit très mal ici, quoiqu'on pourrait le faire mieux en entretenant plus de jardinage, en semant des pommes de terre, faisant sécher des fruits, etc.*

6. *Une négligence des plus honteuses,... ce sont les animaux crevés que l'on laisse, que l'on jette et que l'on trouve dans presque tous les coins du village, comme veaux, chiens, brebis et jusqu'à des ânes, de ces charognes qui rendent une odeur insupportable, surtout au printemps que la chaleur augmente et qu'il en creève le plus.*

trophes (tremblements de terre, inondations, famines — celles-ci facilement explicables par la réduction de la main-d'œuvre et la rupture des rapports entre nations voisines), quoi d'étonnant que les épidémies aient revêtu un caractère mystérieux et surnaturel — *aliquid obscurum et divinum* — qui hébétait, stupéfiait les populations. Désarmées, elles laissaient faire et ne réagissaient pas, inertie, défaitisme qui laissaient le champ libre à l'ennemi. Considérées comme une manifestation des puissances infernales, ou comme un châtiment du ciel, — en Valais les pestes les plus meurtrières coïncidèrent avec les démêlés des Patriotes avec les évêques Guichard Tavelli, Mathieu Schiner et Hildebrand Jost, — elles provoquaient chez les uns un redoublement de ferveur et de dévotion, qui se traduisait par des processions, des vœux, des legs pies, des fondations charitables, des érections de chapelles ou d'autels, des institutions de confréries, — chez les autres par des actes de désespoir, de démoralisation, de révolte : les fluctuations de superstition, de criminalité, de sorcellerie, marchent de pair avec celles du fléau.

Une courte digression à propos de la *sorcellerie* qui, elle aussi, amoncela les victimes par centaines dans notre pays (pensons à l'hécatombe de 1428 dans les vallées d'Hérens et d'Anniviers). La science moderne la regarde avec raison, moins comme une démonolâtrie ou une démonomanie, que comme une contagion psychophysique « comparable par ses allures à certaines maladies épidémiques qui apparaissent sans que l'on sache trop pourquoi, gagnent en intensité et en extension puis disparaissent, souvent pour reparaitre plus tard ; à d'autres contagions morales aussi, les flagellants, les croisades contre les hérétiques. Ajoutons que les exemples jusqu'ici inconnus d'épidémies mentales analogues s'offrent de nos jours, où des peuples entiers se laissent envoûter par quelques fanatiques et se passionnent pour les idées les mieux faites pour les conduire à la ruine morale et à la destruction de toute civilisation...¹ »

Ces judicieux commentaires me dispensent de revenir sur un sujet que j'ai du reste déjà traité dans nos *Annales*².

La lèpre

Fréquente chez les anciens Hébreux, la lèpre fut introduite dans nos contrées d'abord par les colons romains au I^{er} siècle de l'ère chrétienne, puis soit par les Juifs soit par les Croisés au retour de Terre-Sainte au XIII^e siècle. De tous les fléaux qui ont affligé l'humanité, il est de ceux qui, avec la peste, ont laissé la plus horrible vision : la lèpre, écrit le Dr Cabanès, était considérée comme l'enfer sur la terre et la religion

¹ Dr Eug. Olivier : *Médecine et Santé dans le Pays de Vaud*, 1939.

² *Notes sur les procès de Sorcellerie en Valais*, 1922. Pour ma part, plus j'examine des procès de sorcellerie (j'en ai recueilli personnellement une dizaine), plus je suis convaincu que leurs victimes ne sont que des malades et des détraqués, plus rarement des vicieux, relevant de la psychiâtrie. Et puis, n'oublions pas que la torture arrachait les aveux les plus abracadabrants.

était la suprême ressource des malheureux que la science délaissait, les déclarant incurables.

C'est dans la chronique des premiers abbés d'Agaune que l'on découvre les premières mentions de lépreux dans nos contrées.

Les biographes de saint Séverin, mort vers 513, racontent en effet qu'il se consacrait au soin des malades qui accouraient au tombeau des martyrs thébéens, et qu'il réussit à en guérir quelques-uns, entre autres un lépreux qui se présenta à lui aux portes de Paris.

La légende attribue les mêmes prodiges au 4^e Abbé de St-Maurice, Tranquillus, à en croire cet hexamètre :

Insuper leprosis pius addidit servire minister.

Tout malade, de quelle condition sociale fût-il, — on sait qu'Aymon de Savoie vint finir ses jours en 1380 sur le coteau de Choëx, — était relégué soit dans une cabane isolée, hors des agglomérations, — ce fut le cas à Sembrancher pour une femme sommée d'évacuer le bourg et de se tenir à l'écart, — soit dans des établissements spéciaux : maladières, ladres, lazarets, soumis à des règlements rigoureux. Ces morts-vivants touchaient un manteau gris ou noir, un capuchon, un signe distinctif, une besace, quelques ustensiles de cuisine et un lit. Une crécelle ou une sonnette à la main, ils sollicitaient la charité soit sur la voie publique soit aux abords des églises. En général on était charitable envers eux et la plupart des documents qui subsistent ont trait à des donations ou à des legs.

Les autorités civiles étaient tenues à la *déclaration obligatoire* de tout cas suspect. L'examen médical était-il affirmatif, le contaminé était conduit à la maladrerie et devait prêter serment d'observer le règlement de la maison et les ordres du recteur. Ce règlement ne variait guère d'un pays à l'autre ; je n'ai pas réussi à en découvrir concernant les établissements du Valais. Les punitions étaient plutôt d'ordre spirituel, puisqu'en cas de désobéissance, les fautifs étaient passibles de l'excommunication.

Sur les 200 léproseries connues en Suisse¹, le Valais en compte 11 identifiées, soit : Monthey 1 (1280), St-Maurice 2, la Balme 1, Martigny 1, Leytron 1, Saillon 1, Plan-Conthey 1, Sion 2, Vissoie 1. Mon énumération diffère sensiblement de celle des historiographes de la lèpre en Suisse qui ne citent ni celle de Saillon, mentionnée dans un document de 1523, ni celle de Vissoie (1301), mais qui par contre en attribuent 3 à Sion, qui n'en possédait que 2 : l'une à Pratifori, « juxta Rhodanum », citée dès 1272, et pourvue d'une chapelle, et l'autre à Montorge, sur l'emplacement encore désigné « la Maladière ». Le Haut-Valais devait vraisemblablement avoir les siennes, mais l'histoire est muette à leur sujet. J'estime superflu de revenir sur les nombreux documents publiés par l'abbé Gremaud² relatifs à ces divers établissements, et n'en relèverai que deux inédits touchant ceux de St-Maurice, l'un situé aux Conde-

¹ A. Nüscheler : *Die Siechenhäuser der Schweiz*, 1860, et Fr. Bühler : *Der Aussatz in der Schweiz*, 1902.

² Dans les *Mémoires et Documents de la Société d'Histoire de la Suisse romande*.

mines et dont les vestiges sont encore visibles, l'autre au-delà du Rhône, du côté des Chenalettes (l'endroit a gardé le nom de Maladière)¹. Sauf erreur, c'est aux archives de la ville de St-Maurice que l'on retrouve le plus ancien document connu en Valais. C'est un rôle des rentrées de l'année 1265 :

« Jean de Daviaz, dit de Platea, pour Perrette sa mère, un cens de $\frac{1}{2}$ coupe de fèves.

Guillaume de la Rasse, une coupe annuelle de froment.

Aymon de Fons, *domicellus*, en cette maladrerie, et Bruno son frère, et Pierre Métral, une coupe de fèves.

Crispinus, *sacerdos*, pour sa fille pensionnaire, une coupe de froment.

Super his autem donationibus seu elemosinis praedictis rogaverunt leprosi dictae maladeriae et donatores supradicti praesentem cartam fieri in perpetuam memoriam elemosinarum praedictarum. »

Un autre acte de 1338 apprend qu'en principe n'avaient droit d'accès aux maladreries que les bourgeois, ou du moins les habitants du lieu ; elles ne s'ouvraient qu'exceptionnellement aux gens du dehors. Ainsi, c'est par faveur spéciale de l'Abbé Barthélemy et des bourgeois de St-Maurice que Roulet, fils de Jean Avoyer de Gryon, « ne pouvant avoir place en la maladière de Bex ni ailleurs, est reçu en celle de St-Maurice, afin qu'il y puisse vivre au milieu des lépreux sur les biens de celle-ci, faisant à la léproserie et à ses habitants la concession d'une coupe de froment de rente, en accroissement de la fortune de l'établissement, à titre d'aumône... Le lépreux étant considéré comme un vassal de l'Abbé, par respect pour celui-ci les représentants de St-Maurice concèdent exceptionnellement l'autorisation au dit lépreux d'entrer à la maladière. » Cette maladière fut reconstruite en 1466. Celle de la Balmaz, dont le Chanoine Bourban et Joseph Morand ont découvert les vestiges, était réservée par l'Abbé de St-Maurice à ses juridictionnaires de Salvan. Les archives de l'Abbaye de St-Maurice possèdent deux documents y relatifs :

1. Ordre (1466) de l'Abbé Guillaume Bernardi à Perrette, fille d'Etienne Raymond de Salvan, couverte de lèpre, de quitter sur-le-champ ce lieu, de crainte qu'elle n'infecte de sa maladie toute la paroisse, et de se retirer dans la maladrerie construite proche de la porte de la Balme, sous peine d'excommunication.

2. Menace d'excommunication du même à toute personne qui se permettrait de visiter les lépreux de la Balme.

Le mal devait être encore commun au XVI^e siècle, puisque c'est sous le déguisement d'un lépreux que Mathieu Schiner s'enfuit du Valais en 1514, qu'en 1551 l'Abbé Miles publiait une ordonnance relative à la léproserie de la Balme, et qu'une des sources de Loèche-les-Bains conserva jusqu'au XIX^e siècle le nom de « bain des lépreux ».

A propos de cette source, il n'est pas hors de sujet de rappeler que Félix Platter à qui l'on doit les meilleures monographies de l'endémie de

¹ La plus grande partie des terrains de l'Arziller à Couvaloup appartenaient à des gens de St-Maurice et la séparation des fonds communaux entre Bex et St-Maurice ne s'effectua qu'en 1285.

lèpre en Suisse¹, prétendait que les eaux thermales de Loèche agissaient plus efficacement que les bains d'herbages. Non seulement elles guérissent un grand nombre de maladies cutanées, mais aussi enlèvent à la lèpre sa malignité et atténuent ses ravages extérieurs. Aussi se rendent aux bains, outre les malades chez qui la lèpre est constatée, pour dissimuler plus longtemps leur mal, ceux chez qui elle est encore douteuse, confiants qu'ils sont dans l'effet des eaux.

Dans une comédie de Carnaval du XV^e siècle, mentionnée par Hans Folz², se lisent ces trois vers satiriques où Loèche est visé :

*Und wenn man den Aussatz zuo schrieb
Der mag bey zeit heilung erwerben
Beit er zuo lang er muss drin sterben³.*

La plupart des anciens chroniqueurs racontent que l'on avait coutume dans le Haut-Valais de boiser de mélèze l'intérieur des chambres d'habitation, le mélèze passant pour prévenir la lèpre ; d'autre part, ils attribuaient une vertu souveraine contre le même mal à la décoction de copeaux de mélèze employée en bains ou lotions.

D'après le Dr Desloges, la lèpre aurait été endémique en Valais et s'y maintiendrait à l'état larvé — les albinos seraient d'après lui les descendants des lépreux. Un fait récent semble lui donner raison. On sait en effet qu'au recrutement de 1906, un cas de lèpre fut constaté sur une recrue de Guttet. Les recherches du professeur Jodasohn de Berne et du Dr Bayard de Loèche aboutirent à la découverte de quatre cas répartis dans les communes de Feschel, Guttet et Oberems.

La peste

« Ce mal qui répand la terreur... »

était souvent secondé dans son œuvre délétère par des influences néfastes : intempéries, tremblements de terre, famines, inondations, misère, guerres et troubles, qui aggravaient ses effets en ébranlant le moral des gens, et le faisaient considérer comme un châtiment du Ciel. On estime à 25 millions le nombre des victimes de la seule épidémie du XIV^e siècle (au dire de Froissard, la tierce partie du monde mourut), et à plus de 60 000 celui des victimes entre 1313 et 1628 dans les cantons de Genève et de Berne. Le Valais paya un large tribut au fléau qui devait réapparaître à intervalles plus ou moins réguliers pendant trois siècles. Il n'est pas une localité de plaine et de montagne qu'il n'ait visitée, pas une qui n'ait conservé des traditions et légendes lugubres — on en remplirait un cahier de folklore —, et c'est par dizaines qu'on pourrait énumérer celles qui furent dépeuplées ou disparurent.

¹ *Praxis medica*, 5 vols., 1602-1608, et *Observationes medicae*, 2 vols., 1614.

² *Meistersänger und Barbieri*, 1896.

³ Le lépreux peut y recouvrer la santé, à moins qu'il n'y laisse sa vie.

Une liste de ses apparitions sera fatalement incomplète ; il n'est qu'à parcourir, par exemple, la Chronique de Bérodi (une dizaine entre 1610 et 1642) pour constater qu'elle ne laissait que peu de répit à nos populations ; il est vrai que l'on avait tendance à englober dans le mot générique de « peste » toutes les épidémies quelque peu meurtrières. Recensons-les tant bien que mal à la lumière des actes officiels ou des documents historiques.

C'est au chroniqueur Marius d'Avenches que nous devons la première mention, en date de 571 : *Hoc anno, infanda infirmitas atque glandula cujus nomen est pustula in suprascriptis (usque ad fines Alamanarum et Bajoanorum) innumerabilem populum devastavit*. Cette peste de Justinien, transmise de la Basse-Egypte en Europe (Provence et Italie), devait passer par la Suisse actuelle pour aller frapper les Alamannes et les Bajuvaues. Elle aurait sévi pendant 50 ou 60 ans, et se caractérisait par la présence de bubons et de tumeurs charbonneuses.

Dans quelle proportion le Valais fut-il touché par les épidémies de 820 « qui s'étendirent si loin au Nord et au Midi, à l'Est et à l'Ouest, qu'il était à peu près impossible de trouver dans tout l'Empire une seule province qui eût échappé au fléau¹ ; — de 874 qui dévasta toute la Gaule et la Germanie et emporta presque le tiers du genre humain »² ; — de 934, 978 et 1006-1009, qui décimèrent le royaume de Bourgogne ? Aucun document autre que les chroniques contemporaines des annalistes burgondes ne le précise.

En avril 1100 *inrepuît lurida epidemia pestis adeo inclementer in terra Walliesii ut nunquam talis inaudita fuerit*³.

Nous en savons davantage sur l'invasion de la peste noire (pulmonaire), arrivée de l'Asie antérieure et de l'Egypte en Europe méridionale et occidentale par les grandes voies commerciales de l'époque. La mortalité fut telle qu'elle donna naissance au proverbe

*En treize cent quarante neuf
De cent il en resta neuf.*

D'après la Chronique de Tschudi, aucune ville, aucun bourg, aucun hameau, aucune île ne fut épargné. L'épidémie s'étendait avec une rapidité terrifiante ; en parfaite santé le matin, le sujet était terrassé en quelques heures, au plus tard en trois jours, par une fièvre ardente accompagnée du gonflement des ganglions lymphatiques. Pris de panique, les gens s'enfuyaient des agglomérations et se retiraient dans les montagnes. La médecine de l'époque était incapable de lutter efficacement contre le fléau ; tout contact avec les contaminés était interdit, et de rudimentaires mesures prophylactiques (désinfection, isolement, quarantaine, fermeture de frontières) étaient prises ; des lazarets et des mala-

¹ Chronique d'Einhard.

² *Annales de Fulda*.

³ *Liber Vallis Illiacae*.

dreries furent construits là où manquaient ceux destinés jusqu'alors aux lépreux. Des événements sensationnels avaient précédé l'apparition du fléau (invasion de sauterelles, série d'humidité et de froid qui avait compromis les récoltes et produit la famine, tremblement de terre) et répandu l'angoisse et l'affolement. Plusieurs confréries et fondations remontent à cette époque (telles celles des Saints Roch et Sébastien à Illiez et à Naters), de même que la messe contre la peste, du pape Clément VI.

D'après les notes de l'abbé Clément et de Jean de Vantéry, le bourg de Monthey vit s'éteindre 85 feux, Troistorrents 141, Choëx et Outrevièze 95, Collombey-Muraz 45, Vouvry 39, Port-Valais 27. Dans le Mandement de Monthey, le nombre des ménages tomba de 721 à 413¹. Rien de plus suggestif que le tableau suivant emprunté à Boccard sur la mortalité aux XIV^e et XV^e siècles dans le même Mandement²:

<i>Années</i>	<i>1329</i>	<i>1352</i>	<i>1422</i>
Nombre des feux à Monthey	182	109 ³	56
Choëx	51	16	9
Collombey	58	36	20
Illarsaz	10	7	6
Muraz	53	36	16
Neyres	30	28	—
Outrevièze	67	43	18
Troistorrents	270	138	80

En 1349, la population de Sion fut réduite de 480 à 100 feux ; celle de St-Maurice descendit à 23 familles (*circa* 120 habitants !), et on y enterra 63 indigents aux frais de la ville.

Dans le fameux procès intenté aux Juifs établis dans le Chablais, dans le pays de Vaud, en Valais et à Genève, accusés d'avoir empoisonné les fontaines pour propager la mort noire, sont mentionnés deux Juifs de Monthey, Abram et Musset, et deux de St-Maurice, Beneton et son fils, ainsi qu'un certain Uvenzal qui aurait remis à son coreligionnaire Mamson de Villeneuve le poison répandu dans la fontaine de Chabloz-Crouye, entre Vionnaz et Muraz. C'est par centaines que les inculpés furent incarcérés au château de Chillon d'où les bourgeois de Villeneuve les arrachèrent pour les livrer au bûcher (1350)⁴.

Un nouvel accès de peste bubonique se dessine entre 1420 et 1430 à St-Maurice, où elle emporte plusieurs chanoines. Elle s'étend à Monthey et à Conthey. Telle fut la mortalité dans cette dernière paroisse (Plan-Conthey fut réduit à 6 feux) que d'après un document inédit découvert

¹ M. Oscar Perrolaz présenta à la réunion de la Société d'Histoire du Haut-Valais à Mörel, le 19 octobre 1905, un travail sur : *Die Pesteuchen im Wallis*, resté manuscrit ; il a été reproduit en partie, sous une forme romancée, dans l'*Almanach du Valais* de 1906.

² Par commisération pour ce bourg si éprouvé, Amédée VI lui accorde des franchises en 1352 : 24 bourgeois sont admis à Monthey, 34 à Collombey, etc.

³ En 1354 ce chiffre baissait encore à 85.

⁴ *Conservateur suisse*, t. XIII.

par feu Joseph Reymondeulaz, il y eut le 13 août 1436 un nombre extraordinaire d'admissions (36) à la bourgeoisie pour combler les vides. Hérémence qui comptait 101 feux en 1359 n'en compte plus que 33 en 1439 et 30 en 1451.

Le fléau multiplie les hécatombes presque sans interruption : en 1463 à Sion, en 1465 dans les dixains de Brigue et de Viège¹, en 1478 à Monthey, en 1482 à St-Maurice. La *Chronique de Savoie* confirme ces ravages qu'elle impute à une... comète : « 1482, une comète horrible apparut en ce temps-là dont advint au monde une prodigieuse sécheresse et une infinité de mortelles maladies et pestilences ». Le pays voisin de Vaud fut semblablement éprouvé.

Entre 1475 et 1485, nouvelle invasion dans les dixains de Viège et de Brigue² avec 1400 victimes ; en 1492 et jusqu'en 1494 la peste sévissant en Valais, le duc de Milan ferme hermétiquement ses frontières, blocus qui envenima les relations entre les deux voisins et contribua à l'expédition de 1494 dans l'Ossola.

De 1494 à 1495, réapparition à St-Maurice ; on y compte 100 décès d'adultes et 200 d'enfants. Le 22 août 1495, les syndics font brûler par prudence la paille sur laquelle ont couché les recrues partant en France.

Le nécrologe du XVI^e siècle ne le cède en rien à celui du XV^e.

De 1501 à 1504, le fléau décime Monthey, Arbignon, Vérossaz. En 1507, il éclate en Conches ; entre le 28 juillet et le 6 janvier suivant, il emporte 220 personnes à Obergesteln, Ulrichen, Geschinen et Münster. Ces mêmes paroisses et celles de Reckingen et Seckingen, déploreront 300 nouvelles victimes en 1549.

En 1508 il ne reste que 4 ménages à Haute-Nendaz et les villages de Visinan et Saviésan sont entièrement dépeuplés.

A St-Gingolph on compte 53 victimes entre mars 1542 et juin 1544.

Monthey est de nouveau ravagé de 1529 à 1534. En 1531 seulement, on enregistra 260 cas mortels (les maisons des nobles de Majoris et du Rosey se vident) et plus de 400 à St-Maurice.

Cinq ans après, c'est le tour de Sion avec 560 décès : le grand-baillif ordonne de suspendre le cours des tribunaux.

Errante et capricieuse, la sinistre faucheuse remonte la vallée et sème la panique à Brigue (1560, 1575, 1584) ; puis en Conches, particulièrement à Ernen et environs : elle ne tue pas moins de 1313 personnes en 1566 dans ce village ainsi qu'à Mühlbach, Fiesch, Fischerthal, Lax, Ausserbinn. Le cimetière d'Ernen n'a plus de place disponible pour les sépul-

¹ « Elle y enleva un grand nombre de personnes, car ceux qui ne s'enfuirent pas à temps dans les montagnes et les vallées succombèrent et il est écrit que le bourg de Brigue à lui seul perdit 300 âmes, et les localités voisines du même dixain 1200, sans compter les décès dans le bourg de Viège. » (*Chronique de Brigue*.)

² *Anno 1465 pestilentissima mortalitas grassatur in deceno Brigensi ; demortuae sunt enim illic plus quam mille personae, e quorum numero 300 erant ex vico Brigae indigenae.*

Anno 1475, pestis iniqua grassatur in Briga. (Stumpf : *Chronique*, XI.)

tures ; il fallut surélever ses murs et combler l'espace ainsi acquis de terre fraîche dans laquelle on creusa un nouvel étage de tombes. Au hameau de Richelsmatt, un enfant au berceau hérita de toute sa parenté jusqu'au 10^e degré en une seule nuit, et en douze heures une vache passa dans les mains de dix propriétaires successifs¹. Mais peut-être la légende joue-t-elle un rôle dans cette histoire... Dans la vallée de Binn, disparurent cette même année 300 adultes, parmi lesquels le curé Jacques Lager.

En 1572 l'« Ecole nationale » (gymnase cantonal) ferme momentanément ses portes à Sion infesté, et il est question de la transférer à Brigue. Cette même année les bourgeois de St-Maurice décident, afin d'empêcher que les pauvres atteints de la peste ne soient abandonnés sans soins à leur triste sort, que leurs parents seront tenus de leur apporter aide et secours, sous peine de perdre tout droit à leur héritage (!). Dans ces deux villes, la maladie se prolonge, avec quelques intermittences, jusqu'en 1587. Elle frappe Monthey en 1572, Chamoson en 1573, la vallée de Bagnes entre 1570 et 1580. A Liddes, la population, de 253 familles, est réduite de moitié : près de 700 personnes y succombent en six mois, de juillet 1582 à janvier 1583, d'après les notes du curé Jérôme Darbellay. En 1598, l'évêque Hildebrand de Riedmatten transfère les foires de Martigny-Bourg contaminé à la Ville moins atteinte.

Avec le XVII^e siècle, la peste atteint en Valais son point culminant pour disparaître enfin. Telle était sa fréquence que les recès de la Diète disent à plusieurs reprises qu'elle était devenue endémique. Les vagues se suivent en effet presque sans interruption pendant 50 ans, entraînant dans leur reflux, selon les uns le $\frac{1}{4}$ et selon d'autres le $\frac{1}{3}$ de la population du pays. Mais on se décide enfin à lutter contre elle autrement qu'avec des gardes aux frontières, ou la cohabitation avec des boucs (du côté de la barbe est la toute-puissance !), ou avec des moyens de désinfection notoirement insuffisants. Quelques authentiques médecins se substituent enfin aux irréguliers dont le qualificatif de « marrons » est devenu à juste titre synonyme de malfaisants ou suspects.

En 1608 et 1611, grande mortalité au Val d'Illiez.

En 1611-12, elle sévit à St-Maurice où sa réapparition ne manque pas de piquant. Le 22 septembre 1612, fête du Saint, patron de la ville, des bourgeois véhiculaient des tines de vendange. Ce que voyant, le Père capucin Dominique leur asséna cette menace prophétique : « Dans une année, jour pour jour, ce sont des cadavres que vos chars transporteront. » Ce qui arriva. Les cadavres étaient si nombreux qu'on les transportait à la fosse commune sans cérémonie religieuse. Les baptêmes et les mariages se célébraient hors de la ville, soit à la chapelle de St-Laurent, soit à l'église de Massongex. Affolée, la population s'humilia et demanda pardon à Dieu. Elle fit le vœu de graver le monogramme du Christ sur le linteau des portes d'entrée de toutes les maisons. Le Ciel se laissa attendrir et le 1^{er} janvier 1613 le glas cessa de sonner : un tableau rappelait

¹ Chronique de Maurice Michel, citée par l'abbé Biderbost dans sa monographie d'Ernen.

cet épisode à l'église paroissiale avant sa restauration intérieure en 1895.

Hélas ! ce n'était que partie remise. L'année suivante, la peste sévissait avec une intensité accrue. Cette fois-ci, on fit le vœu solennel de représenter un mystère en l'honneur de saint Maurice et de sa Légion. Nouvelle accalmie, suivie d'une nouvelle recrudescence du mal. L'on en revint aux protecteurs attitrés des pestiférés, les saints Fabien et Sébastien ; on réorganisa (1628) leur confrérie déjà instituée en 1488 et 1517, et l'on décida de faire le jour de leur fête (20 janvier) une « donne » et une procession qui se sont maintenues jusqu'à nos jours. Relevons pour St-Maurice encore (je m'excuse de la citer le plus souvent pour exemple, étant celle que je connais le mieux) un regain de dévotion provoqué par la peste et qui se traduit par l'institution de plusieurs autres confréries : du Saint-Rosaire (1623), du Saint-Sacrement (1624), du Saint-Scapulaire (1626), et la restauration de celle du Saint-Esprit (1636).

Autels, chapelles, confréries en l'honneur de saint Sébastien s'érigent à l'envi sur tous les points de la vallée du Rhône, car le mal y sévit peu ou prou partout, et les autorités de Milan et de Turin font garder tous les passages entre le Valais et l'Italie.

En 1616, 1500 personnes périssent à Sion et dans la banlieue. En 1626, c'est le tour de Rarogne. L'épidémie éclate dans la maison du grand-baillif Jean Roten qui l'avait contractée avec un mendiant à qui il avait fait l'aumône. Le dixain voisin de Loèche est ravagé lui aussi, et la ville à elle seule perd, en 1629, 300 de ses habitants, y compris le curé, le vicaire et deux missionnaires capucins. Elle expiait ainsi, prétendait-on, la malveillance que quelques-uns de ses magistrats, les Mageran et consorts, vouaient à l'évêque Hildebrand Jost, à qui ils voulaient ravir le pouvoir temporel.

Le record de la morbidité est battu par la série d'années 1628-1630. 96 victimes dans la paroisse de Münster, 614 à Sion, 800 dans la paroisse d'Hérémece, et des centaines à Brigue, à St-Maurice, au Val d'Illiez, à Martigny et environs, Fully, Leytron, etc. Des gardes avaient été placés à tous les passages-frontière, à tous les ponts pour arrêter les passants, et l'évêque donnait un mandat comminatoire défendant d'enterrer les pestiférés dans le cimetière paroissial à cause de la contagion. Renversant les rôles, le grand-baillif avait de son côté exhorté le peuple à apaiser l'ire divine par la prière, la fréquentation des sacrements, les jeûnes et les aumônes, et à prendre toutes les précautions convenables de garde et de propreté pour se préserver de l'épidémie.

Celle-ci est visiblement à son déclin. Elle livre un de ses derniers assauts à Finshauts (1648) où l'on doit renoncer à descendre les cercueils au cimetière de Salvan ; les morts furent ensevelis sur la place « Saint-Sébastien ». L'Entremont paie aussi son tribut : à Sarreyer les frères Besse, encore en bas-âge, perdirent toute leur parenté ; les héritages affluèrent, ce qui les engagea à fonder en 1652 la chapelle de Sarreyer en témoignage de reconnaissance...

Je trouve une des dernières mentions du redoutable fléau dans les comptes combandériaux du « Gouvernement » de St-Maurice. Les représentants des Bannières, réunis à Martigny les 21 et 22 janvier 1682, arrêtent « que

les gardes faictes pour le subiet de la peste ont été accordé et payé à 6 batz l'une avec la reserve des Bannieres que les dittes Gardes pourront aller à tour s'il plaist au bannière sans que personne y puisse contredire ».

Mais il est possible qu'il se soit agi d'une épidémie régnant dans la vallée d'Aoste, car en Suisse ses dernières apparitions datent de 1670.

Les plus récentes ordonnances officielles contre la peste sont des affiches en français et en allemand prescrivant les mesures préventives d'usage soit à cause de l'épidémie de Messine (1743), soit à cause de celle de l'Europe orientale : Pologne, Moldavie, Valachie (1770).

La variole ou petite vérole

Pour avoir laissé des souvenirs moins lugubres et terrifiants que la peste et la lèpre, la variole heureusement vaincue aujourd'hui par la vaccination obligatoire, fut l'une des maladies les plus meurtrières par sa fréquence et les plus redoutables (cécité) ou désagréables (cicatrices) par ses suites. Signalée dans nos contrées en 570 d'abord par les chroniqueurs Marius, évêque d'Avenches¹, et Grégoire, évêque de Tours, lequel en définit assez exactement les symptômes (*febris cum vomitu, renunqu nimius dolor, caput grave vel cerri, coriales*), elle reparut lors des incursions des Sarrasins et après les croisades. Tant les chroniqueurs suisses (Feeren, Stumpf) que les savoyards enregistrent un nouvel assaut après les campagnes d'Italie, mais malgré la présence des pustules (*bösen Blattern*), j'incline à croire qu'il s'agissait, en 1496-97 et plus tard en 1514, moins de vérole que de syphilis : « Elle retire à une espèce de lèpre qui n'est autre chose qu'une punition de Dieu envoyée en terre pour chastier ceux qui sont excessivement addonnés à toute ordure et vilenie de pail-lardise... » Le nom de « maladie de Naples » que certains lui donnaient ne laisse aucun doute à ce sujet.

Pour l'abbé Clément, « il paraît constant que nous avons reçu la petite vérole de l'Afrique dans le XII^e siècle (croisade de saint Louis ?) pour la communiquer à l'Amérique, d'où nous avons rapporté en échange la vérole proprement dite au commencement du XVI^e siècle² ». L'historien Furrer³ la prétend importée par les Lombards au cours de leurs incursions en Valais entre 568 et 595. Cette épidémie, ajoute-t-il, fit de nombreuses victimes, car on ignorait les moyens de la combattre. A son approche les gens s'enfuyaient des villes et des villages, et les morts restaient sans sépulture. La seule ordonnance prescrite par les autorités fut de mieux observer le jour du dimanche et de mieux célébrer les six jours de Pâques.

¹ *Morbus validus, cum profluvio ventris et variola Italiam Galliamque valde afflixit.*

² Manuscrits. Notes sur la peste.

³ *Wallisergeschichte*, I. Band ; et Boccard : *Histoire du Valais*.

Nous trouvons des mentions de l'épidémie en 1650, 1745, 1759, 1761, 1770, 1785, 1787, 1797¹, 1803² ; le Dr Desloges croit à tort qu'elle aurait remplacé la lèpre. Si l'inoculation fut pratiquée en Orient de tout temps, et introduite en Angleterre dès 1720, et en France recommandée par Voltaire dès 1755, non sans de multiples tribulations, la vaccination ne fut imposée en Valais que sous le Régime français, en 1812, pour cesser avec lui l'année suivante. De nouveaux ravages forcèrent les autorités à ordonner des vaccinations générales : ainsi en 1841, 1850, 1854, 1857. En 1841, elle éclate à Sion et Fully ; les autorités doivent différer la vaccination, les intéressés s'y opposant. Ce fut encore le cas en 1850. Dans la vallée de Lötschen, par exemple, les parents se refusèrent catégoriquement à présenter leurs enfants au médecin du district. Le pouvoir exécutif dut envoyer sur les lieux deux commissaires avec menace d'occuper militairement la vallée : la population se soumit.

Il fallut des décades avant de vulgariser l'emploi du vaccin de Jenner et le mal continua ses ravages : les quinquagénaires se souviennent combien fréquents étaient encore au début du XX^e siècle les visages variolés.

L'abbé P.-J. Kämpfen a laissé de l'épidémie de 1856-1857 une relation³ qu'il est intéressant de résumer, car elle caractérise la mentalité du peuple à ce sujet :

La variole fut apportée en été 1856 à Sion par un ressortissant uranais. Elle prit une rapide extension, le Conseil de santé s'étant désintéressé de la chose. Du chef-lieu, l'épidémie fut propagée par des ouvriers de vigne, des effeuilleuses, des militaires dans plusieurs communes du district de Conches. A Obergesteln, plusieurs enfants et adultes succombèrent. A Loèche-les-Bains, où le germe fut apporté par un Vaudois, 21 personnes furent emportées en peu de temps. De Loèche-les-Bains elle descendit à Loèche-Ville pour durer tout l'hiver et y faire 30 victimes. A Varone, on compte, sur 350 habitants, 50 malades et plusieurs cas mortels. Puis le mal se répand à Ergisch, à Tourtemagne, à Gampel (pas de décès), à Ems, Ersmatt, Albinen (5 décès sur 17 cas). Du district de Loèche, il passe dans celui de Viège, surtout dans les villages de montagne. Ce n'est qu'en automne 1856 que le Dr Mengis attire l'attention du Conseil d'Etat par un article au *Courrier du Valais*. Les médecins de district reçoivent l'ordre de vacciner immédiatement la population, et la situation s'améliore. Cependant, de janvier à avril 1857, 27 personnes meurent à Riddes. A la fin de décembre 1856, des contaminés participent à un bal à Eischoll, où toute la population paie bientôt son tribut au fléau (on n'eut à déplorer que la mort de 4 enfants), qui se répand dans les villages voisins d'Unterbäch (3 cas mortels) et de Birchen (1 victime).

Et la notice se termine par cette réflexion : « L'épidémie atteignit surtout les non-vaccinés ou qui refusèrent de l'être. »

¹ Cette année-là, 39 enfants y succombèrent à Martigny.

² Particulièrement meurtrière à Salvan, où le nombre des feux tomba à 23 (Louis Coquoz).

³ Un heureux hasard a mis l'auteur de ces lignes en la possession de la plupart des manuscrits de ce savant ecclésiastique.

Beaucoup plus fréquente que la petite vérole est la *vérole volante* (varicelle), sans gravité.

Le Dr Hildebrand Schiner consacra sa thèse de doctorat à Montpellier (1777) à la variole (*de Variolis*).

Endémie thyroïdienne. Crétinisme

En relation étroite avec les fièvres intermittentes et le paludisme d'une part, et les affections scrofuleuses d'autre part, se trouve le crétinisme avec son attribut classique, le goître, tous deux causés par l'atrophie ou par l'hypertrophie de la glande thyroïdienne. Hâtons-nous de remarquer que si la presque totalité des crétins étaient affublés d'un gros cou, il s'en fallait de beaucoup que tous les goitreux fussent des dégénérés physiques ou mentaux ; on vit d'éclatantes preuves du contraire dans les rangs du clergé et de la magistrature.

Si d'innombrables récits de voyages ou de thèses médicales avançaient avec quelque raison que le crétinisme était héréditaire et endémique dans le Bas-Valais, d'autres poussaient l'ignorance ou la malveillance un peu loin en en faisant, tel le comte allemand Hermann de Keyserling, une sorte d'institution nationale. Le mal a sévi, chez nous comme ailleurs, — et encore avec une intensité bien inférieure à celle constatée dans la vallée d'Aoste, en Maurienne, dans le Dauphiné, en Lombardie, ou même le Mittelland bernois, — à quoi bon le nier ? « La honte pour un pays, proclamait le professeur Galli Valerio, n'est pas d'avoir des crétins, mais de ne rien faire pour lutter contre le fléau. » Comme il a heureusement disparu du Valais, on peut en parler avec sang-froid et objectivité, et même sourire des légendes et des insanités qu'il a inspirées : ainsi l'affirmation que les crétins étaient les bienvenus dans les familles et considérés comme une bénédiction du ciel ou des anges tutélaires !...

Qu'il fût commun jadis, il faut en convenir. Les témoignages concordent et abondent, de Gallien, Pline, Vitruve, Juvénal —

Quis tumidum guttur miratur in Alpibus ?

— aux géographes ou chroniqueurs de la Renaissance : les Stumpf (1548), Münster (1550), Parradin (1562), Simler (1572), Mérian (1642), et aux voyageurs et aux savants modernes : le grand Haller (1728), de Saussure (1803), le géographe Robert (1789), le Dr Ackermann (1790), Fodéré (1792), etc., etc. D'autre part, il faut noter qu'il y a dans cette infirmité des degrés, depuis le *simple* ou *minus habens* à l'idiot complet, nuances que les patois romand et haut-valaisan expriment bien plus explicitement que le français.

Le mal sévissait surtout dans la plaine de Martigny, d'où il s'étendait jusqu'à St-Léonard : il était presque inconnu dans la région montagneuse.

Dans l'énumération des causes communes au goître et au crétinisme — le Parisien Saint-Lagier en avait puisé pas moins de 42 dans les ouvrages spéciaux —, je m'arrêterai à celles qui ont été formulées à propos du Valais exclusivement ou par des auteurs valaisans.

Dans sa *Description du Valais* (1572), Simler les attribue, comme la plupart de ses contemporains, à la nature des eaux de boisson, chargées de particules métalliques ; pour d'autres, sont responsables les eaux de glaciers, le climat, la position topographique, etc.

La première enquête officielle fut faite en février 1803 par le résident français en Valais, sur l'histoire naturelle de chaque dixain et surtout « sur l'origine et la progression continuelle des crétiens et des goîtreux », auprès des présidents de dixains. Jean de Vantéry, président de celui de Monthey, exposa entre autres causes : « La passion démesurée qu'on a dans la plaine du Vallais d'échauffer excessivement les fourneaux pendant l'hiver et le malheur d'être rôti par les ardeurs du soleil en été, de sorte que le sang étant brûlé et empêché dans sa circulation, il s'épaissit, et engourdit la machine » ; puis le régime absurde imposé aux accouchées « dont le lait échauffé et pour ainsi dire presque figé devient le premier germe de la cretenaille » chez le nourrisson, le nombre excessif des fêtes, vogues, marchés, où les gens ont l'habitude de boire avec excès, l'exiguïté et le défaut d'aération des chambres à coucher, etc., etc.

C'est avec le même franc-parler que le prieur Darbellay, curé de Liddes, s'adressait à ses compatriotes de la plaine :

Curez tous les égouts qui forment la bordure
Du Bourg-fore de Claude et de son Ottodure.
Ne vous empâtez plus du traître Coquempey.
Prenez cette boisson qui vient de Vassorey.
Quittez la Grand'Maison, la Tour, les Trois-Couronnes ¹
Ne passez plus vos jours à faire vos tamponnes,
Traversez les hymens, fuyez sang gangreneux :
Vous n'aurez plus chez vous de crétiens, de goîtreux.

Lorsque Félix Platter, une des gloires de l'Université de Bâle, vint en 1562 visiter le pays de ses pères, on lui présenta, à Sion ², quelques-uns de ces crétiens, « *an forte aliquid auxiliū ipsis adferre possem?* », seul geste que je découvre d'une tentative de résistance à l'humiliante endémie, à part l'habitude des dames de Sion de passer leurs derniers mois de grossesse aux Mayens et d'y transporter les nouveau-nés pour les soustraire à la délétère influence de la vallée. C'est au Régime français (1810-1813) que nous devons une organisation de la lutte, lutte finalement victorieuse : il est probable que la thèse sur le crétinisme que le Dr Odet de St-Maurice présenta en 1805 à la Faculté de médecine de Montpellier contribua à attirer l'attention du nouveau maître du Valais sur les améliorations à y introduire dans le domaine de l'hygiène. Les deux préfets successifs, Derville Malécharde et Rambuteau, adressèrent donc une circulaire aux maires du Département du Simplon : ceux-ci avaient à répondre sur le nombre et la répartition des crétiens, sur les causes du mal et les moyens de le combattre.

¹ Auberges de Martigny.

² *Observationum Felicis Plateri*, Bâle, 1680 (*Stultitia originalis*). — Le Dr Schiner avait annoncé un ouvrage traitant du crétinisme et de ses remèdes, mais qui ne vit pas le jour.

Nous apprenons ainsi que la ville de Sion, pour une population de 3000 habitants, comptait 49 crétins, ainsi répartis : 7 jusqu'à 3 ans, 19 de 3 à 15 ans, 18 de 15 à 30 ans, 5 au-dessus de 30 ans. Le rapport ajoutait : « Le nombre des demi-crétins, quart de crétins et octavaires est *quorum non est numerus* ». Quant aux causes, elles se résumaient comme suit :

1. vice de l'atmosphère.
2. défaut d'aération dans les intérieurs des appartements surtout.
3. pauvreté des habitants ne se nourrissant que de pommes de terre.
4. éducation débilitante.
5. malpropreté dans l'intérieur.
6. air des marais.
7. abus du vin.

L'influence des marais était également rangée dans les causes principales par le Dr de la Pierre, de St-Maurice ; le préfet Rambuteau accusait principalement l'humidité et la chaleur excessives ainsi que la consommation d'eau calcaire.

« Les travaux entrepris contre le crétinisme sous la domination napoléonienne portèrent leurs fruits ; ils furent le point de départ d'une amélioration sensible dans les soins donnés aux enfants, ce qui permit à l'instruction et à l'éducation de faire des progrès remarquables¹. »

Soyons juste : les autorités et la population elle-même, grâce au bienfait de l'instruction obligatoire, ont leur part de mérite dans les progrès réalisés ; captation d'eaux potables et amélioration du régime alimentaire (introduction des denrées coloniales, du riz, du café), dégagement des villages, substitution des constructions en maçonnerie à celles en bois, endiguement des torrents et dessèchement des marais, circulation plus active au dedans et au dehors avec son corollaire : croisement de races, ouverture de routes, etc. : tous ces facteurs ont contribué à la décroissance puis à la disparition presque définitive d'une plaie pire que celles d'Egypte. Rapportons-nous-en au témoignage d'un grand et sincère ami du Valais, le doyen Bridel, écrivant à 30 ans d'intervalle. En 1801 :

« Je ne dirai point que nous ne rencontrâmes point de crétins et de goîtreux, c'est une chose à laquelle on s'attend ».

Et en 1837 :

« Quant aux crétins et aux idiots dont l'imagination d'une foule de voyageurs a peuplé le Bas-Valais, il est vrai de dire qu'ils sont à peu près invisibles... »

En 1840, le Dr Claivaz pouvait affirmer que le village de la Bâtiaz, où 40 ans auparavant ces malheureux abondaient, en était devenu indemne, bien que la population y eût triplé. A St-Maurice, le président, Dr de la Pierre, n'en comptait plus que 3, et encore étrangers à la localité.

D'une enquête à laquelle se livra le Dr Grillet en 1840, il résultait que le pourcentage était de 1,7 % à Arbaz, 1,2 % à Savièse, 0,85 % à Conthey, 4,5 % à Bramois, 3 % à St-Léonard, 2,2 % à Sion, 1 % à Chamoson.

¹ Abbé L. Boucard : *L'Ecole primaire en Valais de 1798 à 1830*.

Vingt ans plus tard, la proportion tombait à 0,25 % (200 pour 80 000 habitants). Quant au goître, son déclin fut plus rapide encore. Des statistiques officielles (examens de recrutement) des Drs Bircher (1883) et Messerli (1924), il résulte que le Valais occupait en 1901 le 10^e rang parmi les Etats confédérés, et en 1916, le 16^e.

Ce progrès réjouissant appuie la théorie généralement admise aujourd'hui et défendue par le docteur anglais Mac Carrison d'abord, et par les docteurs-hygiénistes Galli Valerio et Messerli, soit la théorie infectieuse. Les eaux de boisson, captées dans de mauvaises conditions et souillées par des bactéries de fermentation ammoniacale, provoquaient une infection intestinale. L'alimentation habituelle des campagnes consistant en pommes de terre, choux, carottes, fromage, salés, de digestion très lente, constituaient un excellent milieu pour le développement de ces bactéries. L'infection se serait transportée de l'intestin à la glande thyroïde et en aurait provoqué la tuméfaction, avec ses néfastes conséquences.

Et cette constatation concorde avec la fréquence du typhus, de la dysenterie, des fièvres intermittentes, dans les endroits où régnait le goître. Le Dr Otto Bayard à qui nous devons de fort instructifs rapports sur ce sujet et qui est un apôtre du sel iodé, a établi d'autre part que le goître prédispose au cancer et à la tuberculose.

Le choléra

Soit le choléra *asiatique* soit le choléra *nostras* n'ont fait dans notre canton que de rares apparitions. Ainsi que le remarque le Dr Morax, il a été un bon génie pour l'hygiène en provoquant de grands travaux d'assainissement dans les villes et les villages. Dès son approche en 1831, le Conseil d'Etat¹ prit d'extraordinaires mesures de précautions, entre autres l'établissement de commissions de salubrité dans chaque commune, la formation d'infirmiers, et des dispositions exigées pour les circonstances : aménagement de lazarets ou locaux de refuge, éloignement des cimetières de l'intérieur des villages, interdiction d'introduire les cercueils dans les églises lors des enterrements, nettoyage des places, rues et ruelles, suppression des « fumassières », etc. Le clergé fut invité à joindre ses efforts à ceux de l'autorité civile : aussi bien Mgr Roten et l'Abbé de St-Maurice firent-ils lire en chaire une lettre pastorale engageant « au sérieux et à la pénitence et prescrivant des exercices spéciaux de piété » (octobre 1831). Retenons l'article 6 : « On évitera les assemblées secrètes et nocturnes ainsi que les danses. Les autorités locales et désénales puniront sévèrement toute contravention. »

Malgré ces précautions, l'épidémie éclate à Chalais en novembre, et peu après à Ernen, d'où elle se répand dans d'autres localités de Conches ; en janvier 1832, elle pénètre en Anniviers, dans la vallée de Viège, à Ley-

¹ Qui avait souscrit au concordat intercantonal prévoyant des mesures communes de défense contre les épidémies.

tron (où elle emporte 18 personnes dans les mois de février et mars), à Bourg-St-Pierre, etc. Le Conseil d'Etat convoque le corps médical du canton, mais les ordres et conseils tant des médecins¹ que des présidents de dixains et du clergé se heurtent à l'apathie, à l'ignorance, aux préjugés : la mortalité devient « effrayante » selon le rapport du Conseil d'Etat. Le fléau récidive en 1835 : ordonnances officielles, prières publiques ne réussissent pas plus à le dompter qu'en 1831 ; à signaler l'intervention du Dr Kämpfen, un docte compatriote qui avait soigné les cholériques de Paris en 1832, et le geste des étudiants en droit et des séminaristes qui s'inscrivent les premiers parmi les infirmiers volontaires réquisitionnés pour assister les médecins².

En 1854, sept cas isolés sont constatés à Collombey et Monthey. En 1867, le choléra est de nouveau introduit en Valais par des ressortissants de la vallée d'Aoste où il sévissait. Des cas sont signalés au Bouveret le 4 juillet, au hameau de Palesuit (Entremont) le 6, à la Bâtiaz le 24. Les Docteurs Claivaz, Lugon, Bonvin, Schmidt sont désignés pour visiter les morts et les contaminés. Peu secondés par les autorités locales, le mal se propage à Martigny-Ville et Bourg ; un mois après, il éclate à Fully où le paludisme endémique et le défaut d'hygiène contribuent à le développer. Le Dr Schmidt, de St-Maurice, s'y établit volontairement et accomplit des prodiges de dévouement et de charité, secondé par la Sœur Louise Bron³ qui succomba à la tâche. D'autres cas sont signalés à Monthey et à Collombey, mais le mal est localisé et enrayé grâce au Dr Beck. Pendant trois mois, il avait causé une quarantaine de victimes.

Une des formes du choléra sporadique, la *cholérine*, qui régnait dans l'une ou l'autre de ces localités, avait facilité la diffusion du choléra asiatique. Les épidémies en sont relativement fréquentes : l'une des plus graves fut celle de 1889, qui multiplia les victimes parmi les enfants et les adultes les plus robustes. De l'Entremont où elle sévit avec une violence particulière, des soldats en transportèrent le germe dans le canton de Vaud, lors du rassemblement de troupes de 1890.

Le typhus

Il est certain que la négligence des préceptes de l'hygiène privée et publique, surtout dans l'adduction d'eau potable, non moins que la présence des cloaques et des marécages à proximité des habitations, et celle des cimetières à l'intérieur des localités, ont contribué dans le passé à la diffusion du typhus. Il est baptisé tantôt fièvre maligne putride et bilieu-

¹ Le Dr Ferdinand Mengis publia une brochure sur le traitement de la maladie (1832).

² Des cours gratuits d'hygiène et de soins aux malades furent donnés à Monthey et à St-Maurice par le Dr Rey, médecin de ces deux districts.

³ En reconnaissance de son dévouement, elle figure sur un vitrail de la nouvelle église de Fully.

se, tantôt fièvre piedmontale ou hongroise, ce qui complique son identification. Le venin de cette maladie se dépose tantôt dans la tête, tantôt dans la poitrine, le foie et le ventre. Mais sous ses différents noms et formes ses ravages ne furent pas moins considérables. Ainsi, l'épidémie de 1733 fit 65 victimes dans la seule paroisse de Saas-Fee. Les épidémies décrites par Desloges entre 1785 et 1795 semblent ressortir autant du typhus que de la grippe, d'autant plus que celui-là est signalé à la même époque dans le district d'Aigle. Quelques cas de typhus pétéchiial furent signalés en 1815 à la suite du passage des armées « libératrices » austro-russes dans la vallée du Rhône. Le Dr Olivier suppose avec raison que les services capitulés à l'étranger en favorisaient l'apparition en Suisse.

Feu Joseph Morand a laissé une description aussi alerte que pittoresque de l'épidémie de typhus, dans sa variété *ambulatorio*, — il est reconnu qu'elle est propagée surtout par les vagabonds, — dans les districts d'Entremont et de Martigny et dans la vallée du Trient ; à la lire on se croit transporté au temps de la peste, deux siècles plus tôt.

Véhiculé par un groupe de mendiants valdôtains, le mal éclata en février 1839, d'abord à l'hospice du Grand-St-Bernard où ils avaient reçu accueil. Tous les religieux ainsi que le personnel domestique furent gravement atteints : trois chanoines, MM. Eug. Maret, Etienne Max, P.-J. Penon, et un frère furent emportés à la fleur de l'âge après d'indicibles souffrances.

Le passage des *Battianets* (c'était le sobriquet de ces malfaiteurs) jeta l'alarme à Bourg-St-Pierre, à Liddes, à Orsières, à Sembrancher et à Bovernier. Le Dr Claivaz de Martigny dut faire appel à son confrère Argentier, de la ville d'Aoste, pareillement éprouvée. « Dans l'espace d'un mois, écrit Jos. Morand, le district de Martigny tout entier était infesté du *mal des pauvres* et bientôt la contagion s'étendait jusqu'à St-Maurice et à Sierre. » Même le bétail n'échappait pas au sort (car on croyait mordicus à un *sort*) jeté par les sinistres Battianets qui eurent en fin de compte celui qu'ils méritaient¹.

En mars 1839, le grand-baillif de Courten envoyait aux présidents des dixains du Bas-Valais une circulaire dont voici quelques passages :

« La maladie qui a régné dans le dixain d'Entremont, s'étant développée avec quelque intensité dans quelques localités de celui de Martigny où les hameaux de Ravoire et des Rappes comptent une soixantaine de malades, le Conseil d'Etat a cru devoir, dans une circonstance aussi grave, établir une commission permanente à Martigny composée de MM. le président Cocatrix, Crompt, président de Martigny-Ville, et le capitaine Ribordy, de Sembrancher. Les opérations de ce comité ne peuvent atteindre leur but qu'avec le concours des gens de l'art... »

Le Dr de la Pierre, de St-Maurice, fut invité à se mettre immédiatement à la disposition du comité.

Le mal sévit avec une intensité particulière à Salvan et à Finhaut où la moitié de la population devait soigner l'autre. Il s'y prolongea jusqu'à la fin de l'année 1842 : le 17 novembre, 37 personnes y avaient succombé

¹ *Echos de St-Maurice*, 1900. — Rapport du Dr Bezencenet d'Aigle au Conseil d'Etat vaudois.

et on comptait encore 57 malades. La fièvre «gastrico-rhumatismale» qui, en 1841, emporta de nombreuses victimes dans les communes d'Eyscholl, Rarogne et Salquenen, présentait plusieurs de ses caractères. En 1850, l'épidémie rebondit à Eysten. Elle réapparaît à intervalles assez réguliers dans les différentes régions du canton, mais sa rétrogression est manifeste.

La grippe

Etrange maladie qui revêt toutes les formes, de la plus bénigne à la plus grave, affecte tous les organes des genoux au cerveau et même aux cheveux, s'attaque à tous les âges et à toutes les classes sociales, éclate à chaque saison et a porté ou porte encore toutes sortes de noms : *dando, tac, catharre, folette, influenza, dingue, kouerle*, etc. ; — presque aussi difficile à définir que facile à attraper et à communiquer...

Aussi est-il possible qu'à cause de ses diverses manifestations et de son caractère parfois particulièrement contagieux et virulent, on l'ait confondue avec la *peste*, ce qui me paraît être le cas pour les années 1414, 1510, 1530, 1610. Nous devons à l'abbé Clément¹, vicaire de Champéry, et au Dr Desloges², qui en furent les témoins, de précieuses observations sur ses manifestations en Valais pendant la période 1783-1792 où elle sévit avec une acuité extraordinaire, compliquée qu'elle fut vraisemblablement de typhus.

Les notes du premier étant plutôt sommaires, je les reproduis textuellement :

« En été 1783, il régna dans la plaine de Monthey, Collombey et environs, une fièvre putride véritablement maligne et vermineuse dans plusieurs sujets ; contre l'automne elle gagna Trois-Torrents où elle attaqua beaucoup de monde. Et vers le milieu de décembre, elle parut à Val d'Illiez où elle régna jusqu'aux approches du printemps de 1784 ; elle attaqua ici un grand nombre de personnes. Ils (sic) étaient très mal, les uns avec un mal de tête extraordinaire, et presque désespéré, beaucoup de délire, de la surdité, une soif inextinguible, d'autres un assoupissement comateux de plusieurs jours, presque tous un abattement et une perte de force étonnante. La plupart furent très longtemps à se remettre. Il en mourut un certain nombre.

Les remèdes évacuants, les antiputrides et les fortifiants étaient les meilleurs. »

Quant à Desloges, gradué de Montpellier, c'est avec des détails beaucoup plus scientifiques et circonstanciés qu'il décrit les multiples manifestations (catharres, céphalalgies, coliques, diarrhées, fièvre, abattement général, etc.) qu'il eut l'occasion de constater et de traiter entre 1785 et 1793.

A l'en croire,

« l'épidémie de 1786 fit des ravages formidables ; elle n'épargnait ni sexe ni âge ; des familles entières étaient alitées à la fois. Les jeunes gens qui en étaient

¹ Notes manuscrites.

² *Observations sur les épidémies les plus meurtrières*, Vevey, 1806.

subitement attaqués avaient des hémorragies nasales très abondantes ; les femmes avaient un flux utérin accompagné de vertige, de syncope et de violents maux de tête. L'abattement était général et complet. Le malade désespérait de son salut et tombait dans un état de crétinisme... »

En 1791, la fièvre épidémique ravageait Martigny et l'Entremont sous le masque d'une colique ; les douleurs arrachaient aux malades des « hurlements »... Par contre, celle de 1792, « arrivée à son plus haut période, était accompagnée de diarrhées colliquatives ; le cou des malades s'enflait, plusieurs étaient sans sentimens et dans ces cas désespérés il n'y avait que les vessicatoires appliqués à la plante des pieds qui aient pu les sauver ».

Comme traitement de la « fièvre épidémique », Desloges apprend que l'on prescrivait avec succès le petit lait sinapisé, l'oxymel scillitique, le polygala nostras, les roses pâles et l'*accaccia* (acacia) *germanorum* avec l'alleluia (l'oseille des prés qui pousse à Pâques).

Notre informateur s'établit alors à Estavayer, puis à Genève, et l'épidémie, remarquablement tenace, continua ses ravages.

C'est ainsi qu'en 1793, elle désolait la capitale où elle affectait le masque d'une fausse pleurésie (ces manifestations polymorphes ne rappellent-elles pas la fameuse « grippe espagnole » de 1918 ?). Le territoire voisin de Conthéy était pareillement éprouvé. Terrifié et convaincu que les remèdes étaient inutiles, le peuple se laissait aller au désespoir. Le grand-baillif, l'Evêque et le Chapitre de Sion ordonnèrent des prières publiques et convoquèrent à Sion les médecins du pays¹ (auxquels se joignit Desloges, alors à Genève) sous la présidence du Dr Schiner, premier médecin de la ville. Celui-ci avoua que de guerre lasse et tous les autres moyens ayant été épuisés, il ne connaissait d'autre ressource que les dévotions à saint Sébastien, et « on allait en faire la déclaration publique si la crainte d'être regardés comme des pestiférés et d'être enfermés de toutes parts ne l'eût empêché ». Desloges préconisa un remède de sa composition qui, pris en infusion, tantôt fait vomir et tantôt purge et coupe la fièvre en 48 ou 72 heures. Il assure qu'il réussit constamment de 1793 à 1806, sans préciser toutefois s'il réussit à le faire adopter par les autorités et le peuple valaisan : la confiance en ce mécréant devait être plutôt limitée.

Le Valais subit probablement le retentissement des graves épidémies constatées en Suisse romande en 1820, 1837, 1848, mais, faute de précisions, je ne m'y arrête pas.

Autres maladies

D'autres maladies, endémiques, épidémiques ou sporadiques, ont sévi en Valais. A défaut de statistiques ou de rapports officiels qui ne remontent qu'à 1840, je n'ai pu consulter que les notes des Docteurs Schiner et

¹ Le chanoine de Rivaz fixe cette réunion au mois de janvier 1794 et en attribue l'initiative et le mérite à Mgr Blatter qui en supporta tous les frais.

Desloges, du chanoine Murith, et surtout de l'abbé Clément : *Les Maladies dans le Valais* (1788)¹. Les généalogies de familles, les registres communaux et les obituaires paroissiaux n'indiquent qu'exceptionnellement la cause des décès — c'est le cas, par exemple, à St-Maurice, pour les victimes des pestes ou de l'incendie de 1693 — ; cette indigence de renseignements me condamne à un laconisme déplorable.

Parmi les maladies de l'enfance et de l'adolescence, Clément signale le ver plat ou ténia, la rougeole (violente épidémie en 1819), la petite vérole, la pourpre (scarlatine), la « squinancie » (sic), — il oublie la coqueluche et la diphtérie (la diphtérie et la scarlatine ne se seraient implantées dans nos régions que vers le milieu du XVIII^e siècle), — et chez les jeunes filles la leucorrhée. Durant son ministère à Martigny (1793-1815), Murith² cite parmi les principales causes de mortalité infantile la petite vérole (39 cas) et la suffocation (croup), — et de mortalité parmi les adultes la « fièvre putride » (paludisme ou peut-être typhus), puis l'hydropisie, la paralysie, l'asthme. C'est à la pleurésie que succombent généralement les vieillards.

Les fièvres intermittentes (paludisme, malaria) constituaient certainement l'affection la plus répandue dans le Valais central. Le Dr Schiner les déclare communes dans les plaines de Viège, Rarogne, Sion, Conthey, Martigny, avant le dessèchement des marais et la correction du Rhône et de ses affluents. Elles ont totalement disparu du pays. Les fièvres putrides qui peuvent aller de la simple diarrhée, souvent contagieuse, à la fièvre typhoïde, étaient les compagnes habituelles des précédentes dans les mêmes régions, tandis que les affections scrofuleuses (écrouelles) s'attaquaient aussi aux montagnards. L'abus du fromage salé sans pain rendait aussi fréquente parmi ces derniers la gale, surtout dans la vallée de Lötschen, au dire du Dr Schiner ; une épidémie de celle-ci éclata à Sion après la terrible inondation de 1788.

J'emprunte à l'abbé Clément ces deux observations :

« L'hiver offre communément dans la plaine des affections de poitrine plus ou moins compliquées, qui sont quelquefois inflammatoires sur les montagnes mais presque toujours humorales dans les vallées, des turgescences stomachales (probablement embarras gastriques), des affections rhumatismales et des péri-pneumonies ou pleurésies bilieuses. Le printemps est la saison où l'on voit le plus de ces maladies. »

D'après le Dr Grillet³, la pleurésie, causée surtout par les violents contrastes de température au printemps, représentait vers 1850 le 50 % des cas de maladie : elle se livrait à des rafles des plus meurtrières ; ainsi Ruppen, le chroniqueur de Saas-Fee, relève pour cette seule paroisse 51 victimes en 1710, 65 en 1718, 42 en 1719.

Je cite encore Clément :

« Quand les habitants de la campagne ont passé l'hiver dans une espèce d'inertie en comparaison du mouvement qu'ils se donnent dans les autres saisons, en

¹ Manuscrit de 6 pages aimablement communiqué par mon ancien professeur, E. Wilzeck, à Lausanne.

² *Au temps de Murith*, article de Ph. Farquet au *Nouvelliste valaisan*.

³ *Livre du Village ou Almanach du Valais*, 1842.

grand nombre presque toujours renfermés dans les poëles (chambres de famille) excessivement chauds, cette stagnation augmente encore la plénitude humorale que la saison du printemps travaille à fondre. C'est au printemps que les fièvres d'accès, les fluxions de poitrine, les maladies cutanées, les varioles se font communes. En été, les coliques bilieuses, les diarrhées, les dysenteries. En automne, les fièvres intermittentes, les affections rhumatismales, les fausses fluxions de poitrine chez les adultes, les hydropisies de poitrine chez les vieillards.

.

Le rhumatisme est si commun en Valais depuis un certain nombre d'années que le plus grand nombre en sont incommodés, jusqu'aux enfants. Cette maladie semble faire d'année en année de nouveaux progrès. Cette humidité y rend les maux de dents très fréquents et violents, les gâte et les détruit de bonne heure. Il paraît certain que cette maladie était ici (Gouvernement de Monthey) beaucoup plus rare du temps de nos grands-pères.

Les écrouelles ou humeurs froides paraissent avoir été plus communes autrefois ; mais on en voit encore quelques sujets affectés, surtout le sexe¹. Il règne fort souvent des pleurésies au printemps ou des pleuro-peripneumonies bilieuses dangereuses. Quelques sujets y sont aussi affectés de la goutte...

L'hydropisie est très commune, surtout chez le sexe après la ménopause. La dysenterie s'y montre quelquefois², la fièvre maligne rarement, les fièvres putrides et vermineuses plusieurs fois. Les intermittences, surtout, dans la plaine, la petite vérole, n'y est ni très fréquente ni meurtrière, si ce n'est par le mauvais traitement. »

Le docte vicaire commet une erreur : la vérole persista jusqu'après 1850, les gens se refusant à la vaccination et préférant le mal au remède.

Il paraît que les affections syphilitiques, importées par les Campagnes d'Italie aux XV^e et XVI^e siècles, étaient encore relativement répandues vers 1850.

Dans son *Histoire des Epidémies* (1835), Frédéric Ozanam en cite une de *Danse de Saint-Guy* qui aurait éclaté à Bourg-St-Pierre en 1813. Plusieurs jeunes filles s'y seraient pendues par suite d'aliénation mentale épidémique. Les renseignements que j'y ai demandés sont restés sans réponse, et je comprends bien cette discrétion.

Mentionnons pour terminer certaines épidémies d'ergotisme (feu sacré), assez fréquentes, paraît-il, aux XI^e et XII^e siècles après l'introduction du seigle. La dernière remonterait à 1347 : il en reste le souvenir dans les invocations à saint Antoine : *Deus qui concedis obtentu beati Antonii confessoris tui morbidum ignem extinguere, et membris egris refrigeria prestare...*, et dans les nombreux autels qui lui sont dédiés.

Les mentions de tuberculose et de phthisie font défaut, et pourtant... Je n'en découvre qu'une ou deux d'« étisie » (hectisie).

¹ « Les ulcères aux jambes sont communs en Valais et le scorbut et les écrouelles font rage. » Desloges : *Observations*.

² En 1748, elle fait de nombreuses victimes dans la plaine entre Sion et Martigny (Chronique du Prieur Charles).

CHAPITRE II

ETABLISSEMENTS POUR MALADES ET INFIRMES

Le Concile de Nicée (325) décrétait qu'il y eût dans toutes les villes un établissement spécial pour les étrangers (d'où le nom de *xenodochium* : hospice des étrangers) et que l'évêque choisît un homme probe, lui-même étranger à la localité, pour administrer l'hospice, et qu'il y établît des lits et tout ce qui est nécessaire à l'entretien des infirmes et des pauvres. Le Concile d'Aix-la-Chapelle (817) exige que les couvents aient leur hôpital où les pauvres, les infirmes et les malades puissent être accueillis.

Ces établissements étaient donc, de par l'esprit qui avait inspiré leur fondation, destinés plutôt aux passants (pèlerins, soldats, ouvriers, voyageurs indigents) qu'aux indigènes : ils devaient être nombreux chez nous, puisque le Valais offrait l'unique voie de communication entre l'Europe orientale et méridionale et l'Europe centrale et septentrionale¹.

Parmi les hospices ou hôpitaux religieux, le plus ancien est sans doute celui de Bourg-St-Pierre, détruit par les Sarrasins à la fin du IX^e siècle ou au Xe, relevé de ses ruines par Hugues, évêque de Genève, vers l'an 1000, pour disparaître au XII^e siècle.

Il est superflu de s'étendre sur celui du Grand-St-Bernard d'une réputation universelle. Fondé vers le milieu du XI^e siècle sur l'emplacement d'un ancien refuge romain, c'est certainement celui qui a rendu et rend encore le plus de services ; de tout temps, l'hospice eut un religieux chargé de l'infirmerie et des soins aux blessés et malades.

L'ordre à la fois religieux et militaire de Saint-Jean de Jérusalem vouait sa sollicitude exclusivement aux pèlerins de Terre-Sainte ; sa commanderie de Conflans en Savoie avait sous sa dépendance le Prieuré-hôpital de Salquenen, mentionné de 1235 à 1624, et l'hospice de St-Jacques sur le Simplon (1235-1470), qui finit par être attribué par Napo-

¹ Voir Gremaud : *Documents sur le Valais* ; Chanoine D. Imesch : *Wohltätigkeits-Werke des Kantons Wallis* ; Anderegg : *Die schweizerische Philanthropie* ; Article de Ph. Farquet dans le *Nouvel liste valaisan* du 21 septembre 1930 ; Rapport de gestion du Conseil d'Etat de 1873.

l'évêque aux religieux du Grand-St-Bernard ; le nouvel établissement sur la route actuelle domine son aîné, visible encore sur l'ancienne route.

Les couvents avaient leur infirmerie propre : j'ignore si elle accueillait exceptionnellement les étrangers à la maison, ce qui est possible et probable à une époque où le clergé monopolisait l'art de guérir. Un Statut capitulaire de l'Abbaye de St-Maurice de 1289 règle les obligations de l'infirmier qui devait rendre compte annuellement de sa gestion, moyennant 15 sols pour récompense de ses peines. Il avait à pourvoir le bâtiment de lits propres et de tous les ustensiles et meubles nécessaires détaillés au long de cet acte. Quand les malades ne pouvaient user ni de vin ni de viande, il devait leur servir autre chose et des amendes en abondance. Pendant leur convalescence, il devait les nourrir avec des poules et des poulets et autres aliments convenables. Des obligations semblables sont imposées en 1503 au chanoine Aymon Boquis, qui succédait à Pierre Georgii dans l'office d'infirmier ; il avait entre autres droit au lit de chaque religieux qui viendrait à trépasser chez lui.

Quant aux hôpitaux civils¹, ils conservèrent jusqu'au XVIII^e siècle le titre de *xenodochium*, d'où l'on peut conclure qu'ils étaient de préférence à la disposition des voyageurs étrangers. En 1425, la ville de Sion n'en possédait pas moins de trois : celui de St-Jean-Baptiste, cité dès 1163, appartenant au Chapitre, celui de Notre-Dame, fondé en 1290, sous le patronage de l'évêque, et enfin celui de St-Georges, fondé en 1328 et appartenant à la bourgeoisie, qui, par la suite, entra en possession des trois, qui fusionnèrent en 1640. De 1760 à 1780, sous le rectorat du Père Jésuite Ignace Schuler et grâce à des legs et des collectes poussées jusqu'en Allemagne, fut érigé le vaste édifice actuel, qui est le seul survivant des anciens hôpitaux sédunois et le premier qui ait ouvert ses portes aux malades et aux infirmes indigènes aussi bien qu'aux passants.

Dès 1249, on voit paraître à Granges une maison hospitalière sous le vocable de S. Jacques.

Un hôpital est signalé à Loèche-Ville dès 1285.

A Viège existe un hôpital pour les pèlerins pauvres doté d'abord par Théodule Lambien, puis par le grand-baillif Burgener en 1751.

Brigue aligne deux établissements : l'hôpital St-Antoine, fondé en 1291 par l'évêque Boniface de Challand pour les pèlerins pauvres, et celui du notaire Tscherrig qui remonte à 1780.

L'hôpital de Plan-Conthey doit sa création à Pierre de Daillon en 1412 ; il était *jure patronatus* placé sous la direction et la surveillance de l'Abbaye de St-Maurice.

Celui de Martigny, dédié à S. Théodule, antérieur à 1340, fut restauré en 1670. Comme celui de Brigue et d'autres, il fut administré par la suite

¹ Façon de causer, car le prince-évêque de Sion dans son ressort et l'abbé de St-Maurice dans le sien, exerçaient sur eux un droit de surveillance. Dans les Statuts synodaux de 1635, Hildebrand Jost en interdit l'accès aux fainéants, farceurs et autres vauriens du même acabit (« *In hospitalia malaferiati, scurrae, nebulones, etc. non recipiantur* »).

par des admodiateurs ou adjudicataires¹ profanes qui l'exploitaient dans le sens péjoratif du terme, comme le démontre cette observation extraite des Arrêts de la Bourgeoisie de Martigny (1750) :

« ... Sur les remontrances faites au vénérable Conseil que l'hôpital administré par des paysan sous le nom d'hôpitalier comme au tems passé bien loin d'être une maison de charité pour le soulagement des vrais pauvres, ne servait que de retraite à la canaille, laquel y passait des saison entier à piller et voler les gens de l'endroit, à se chauffer et faire bouillir leurs marmittes avec les bois qu'il tirait des digues ou barrières et des hayes des possessions, en un mot de toutte sorte d'impureté, d'ivrognerie, de vol, de querelles et autres crimes, tandis que les pauvres y pouvait à peine obtenir le couvert et une ecuelle d'eau trouble en guise de bouillon... »

Aussi la Bourgeoisie décida-t-elle d'y « placer des filles de la charité (religieuses) servantes des pauvres, sur le pied et la manière des hôpitaux séculiers des pays étrangers », lesquelles iraient visiter les malades à domicile et leur donneraient les soins nécessaires.

Dans l'Entremont se dressaient, à part celui de Bourg-St-Pierre, les hôpitaux de Liddes, d'Orsières, de Sembrancher, datant probablement du XIII^e siècle et qui, sauf erreur, devaient leur existence à la Maison du Grand-St-Bernard. Ils dévièrent eux aussi de leur but primitif et leurs revenus, — respectivement 3 400, 10 000 et 1 900 fr. en 1870, -- furent assignés aux pauvres de la localité aussi bien qu'aux passagers. Par curiosité, voici l'inventaire de celui de Liddes en 1499 :

5 duvets de plume bonne valeur, 5 oreillers b. v., 21 draps b. v., 12 couvertures b. v., 4 dito petite valeur, 5 dito de peau, 1 chaudière p. v., 1 chaudron, 1 dito à suspendre, plus différents legs de couvertures, draps, etc.

En 1508 :

34 draps, 21 couvertures, 4 dito p. v., 8 dito de peau.

L'absence de mobilier laisse entendre que les hospitalisés couchaient sur la paille et ne passaient que la nuit à l'asile.

Le doyen de la série est probablement l'hospice de St-Jacques à St-Maurice, qui remonte, prétend-on, au VIII^e siècle, et qui est en tout cas mentionné dans une charte de 983. Probablement est-il même l'héritier, le continuateur direct de l'hôtellerie (*diversorium*) signalée au V^e siècle par saint Eucher, qui nous la montre accueillant déjà les pèlerins et particulièrement les malades ? Comme son nom l'indique, cet hospice était destiné avant tout aux pèlerins venant à St-Maurice et à ceux se rendant à Rome, en Terre-Sainte ou à St-Jacques de Compostelle. Fondé par l'Abbaye de St-Maurice, et agrandi grâce aux largesses des Princes de Savoie, il était dirigé par un prêtre recteur ; un arrangement avec la municipalité de St-Maurice permit d'y placer quelques ressortissants pauvres ou infirmes de la ville.

¹ Les conditions d'adjudication faites en janvier 1624 prévoyaient une réserve suffisante de sel et de beurre et un minimum de 12 lits pour les pauvres. Aucune mention de malades. L'entrée de l'hôpital était interdite à toute personne affligée d'une maladie contagieuse.

Enfin, Monthey vit s'élever en 1384 un hôpital, fondé par Guillaume de Marigny, curé de Bagnes ; après celui de Sion, c'était l'établissement le mieux doté du canton ; il s'occupait davantage de l'entretien des malades que de l'hospitalisation des passants.

* * *

Au chapitre : *Lèpre*, j'ai parlé des *maladreries* ou *léproseries* signalées dès le XIII^e siècle dans une dizaine de localités ; quelques-unes servirent aux pestiférés au XVII^e siècle. Il y avait au moyen-âge un lazaret à Ecône. Je n'y reviens pas.

Sources et bains

La littérature scientifique sur les bains de Loèche, de Saxon, de Morgins, est si abondante que je n'ai aucune envie de la reproduire ou même de la résumer. Aussi bien me contenterai-je de rappeler sommairement l'utilisation de nos eaux minérales par les indigènes, leur exploitation commerciale n'entrant pas en ligne de compte.

Les plus célèbres, puisqu'on les appelait communément les *bains du Valais*, et qu'ils ont donné son nom à la vallée : *Vallis balnearum*, — le cas se répète dans le Bas-Valais pour Bagnes, — sont ceux de Loèche, qui dès le XV^e siècle prirent une rapide extension grâce à la sollicitude des évêques Jodoc de Silenen et Mathieu Schiner. On n'y compte pas moins de 20 sources chaudes et 1 froide (celle de Notre-Dame), propres à guérir ou à soulager une infinité de maux. Cette eau-panacée

« est une souveraine médecine pour les douleurs de la rate et du foye et guérit les jambes ulcérées. Elle sert aussi pour la goutte et corrobore les os rompus. Bref, elle sert de remède contre toutes les maladies froides et humides. Elle eschauffe, elle seiche, elle nettoye, elle resoult, et resserre. Elle est bonne pour les percluz et ceux qui ne peuvent ayder de leurs membres et qui ont les veines et les nerfs faibles et débilités... Elle soulage ceux qui souffrent d'hydropisie et de calculs et cicatrise les plaies invétérées et ulcérées... »

Voilà les qualités que leur reconnaissaient déjà, en 1541, Münster, et en 1574, Simler, qui ajoute que ces eaux sont employées non seulement par les Valaisans, mais aussi par leurs voisins. Félix Platter vantait leur efficacité contre la lèpre. Au dire de Scheuchzer¹, les gens de Sion se rendaient aux Bains de Loèche de préférence en mai, la croyance populaire attribuant beaucoup de vertus aux eaux « quand elles sont chargées et troublées par les matières calcaires blanches ». Félix Platter y conduisit sa femme dans l'espoir que la cure leur faciliterait une postérité désirée.

Simler et Collinus² avancent que les eaux de Brigerbad — les bains aménagés en 1471, puis agrandis en 1571, étaient abandonnés au

¹ *Itinera alpina*, 1705.

² *De Sedunorum thermis et aliis fontibus medicatis*, en appendice à la *Descriptio Vallesiae* de Simler (1574).

XVII^e siècle, pour ressusciter momentanément au début du XIX^e —, sulfureuses comme celles de Loèche, étaient réputées « pour guérir les plaies, les ulcérations, les éruptions et la gale, le spasme, le tremblement nerveux et le catharre, la surdité et le bourdonnement d'oreilles, et la stérilité des femmes ». Ces bains, offerts en enchères publiques, en 1842, ne trouvèrent pas d'amateur et sont actuellement abandonnés.



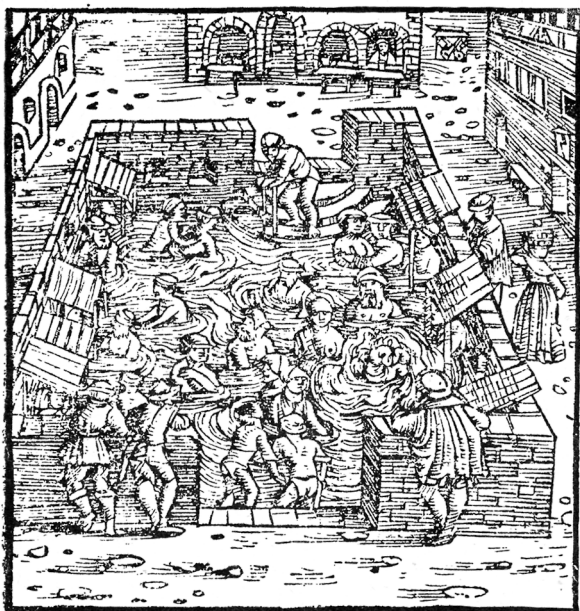
Les Bains de Loèche

Bois de la *Cosmographie* de Sébastien Münster (1543)

Les sources d'Augsport dans la vallée de Viège n'étaient fréquentées que par les gens de la région : « Elles relâchaient le ventre et le purgeaient de tout ce qui l'encombrait, et rendaient aux yeux et à tous les autres organes leur vigueur primitive. » D'après une lettre de Collinus à Gessner (1557), il s'y rendait de nombreux indigènes. Affaiblis par la maladie, fatigués par un trajet aussi long que pénible, les paysans ignorants arrivaient affamés et assoiffés, et absorbaient autant qu'ils pouvaient de l'eau glacée. Ensuite ils s'en lavaient le corps ou le membre malade, puis allumaient un feu avec des branches de rhododendrons, s'asseyaient à l'entour, sortaient de leur sac les vivres qu'ils avaient apportés, rôti-saient du fromage tout en se gorgeant d'eau, affirmant qu'on ne pouvait s'en rassasier. Le repas terminé, ils remplissaient d'eau des bouteilles et des barils et prenaient le chemin du retour.

Saillon possédait une source dans les gorges de la Sallenze qui passait pour guérir la gale et prévenir le goître.

Utilisées depuis longtemps par les gens de la contrée, pour les maladies des yeux et de la peau, et plus tard pour les rhumatismes, les eaux de Saxon (« fontaine chaude », « fontaine aux croix ») attirèrent l'attention du Dr Claivaž qui y construisit les premiers bains (1839). Elles bénéficièrent



Les Bains de Brigue
Bois de la *Chronique* de Jean Stumpf (1548)

d'une vogue mondiale entre 1855 et 1879, quand les polémiques s'ouvrirent au sujet de la présence d'iode et surtout quand un casino y fut établi pour distraire les baigneurs.

On prétend que les bains de Bagnes auraient été connus des Romains ; ils ont donné leur nom à la vallée, mais n'ont laissé qu'un vague souvenir d'exploitation aux XV^e et XVI^e siècles : ils auraient été en 1545 engloutis par un éboulement.

Quant aux eaux ferrugineuses de Morgins « qui passaient dans le pays pour changer l'état où se trouvait la femme d'Abraham avant la visite des anges » (Vouga) et qui ramènent la régularité des fonctions des divers organes, elles furent analysées pour la première fois en 1808 par le pharmacien Gosse de Genève, et mises à la mode au milieu du XIX^e siècle par le pharmacien Franc et le Dr Beck.

Mentionnons enfin pour mémoire les eaux de Charrat connues des Romains, du Val Ferret, semblables à celles de Courmayeur, de St-Barthélemy (Nendaz), d'Asp, de Saas (ferrugineuses), d'Ulrichen (sulfureuses), etc., dont la vertu curative était appréciée dans leur région respective.

* * *

A en croire Simler, les montagnards recouraient volontiers autrefois aux eaux des glaciers soit en bains soit en boisson contre différentes

maladies : elles aiguisaient la vue, rendaient l'ouïe aux vieillards, coupaient fièvre et dysenterie ; ils en absorbaient souvent jusqu'à vomissement et s'en trouvaient bien.

* * *

Plus fréquentés que les sources thermales ou les établissements de bains étaient les chapelles et lieux de pèlerinage — une trentaine —, chacun avec sa destination bien définie contre telle ou telle affection et ses guérisons authentifiées par d'innombrables ex-voto ; — et plus appréciés que l'eau, si salubre fût-elle, étaient les produits du vignoble : arvine et amigne stomachiques, rouge du pays apéritif et digestif, humagne emménagogue, muscat antihydrique, Heidenwein ténifuge, etc. Mais n'empiétons pas sur le terrain empirique.

CHAPITRE III

LÉGISLATION SANITAIRE

Nous trouvons dès le XIV^e siècle dans les décisions des municipalités ou de la Diète valaisanne des prescriptions relatives à l'hygiène publique — par exemple sur la propreté des rues, — ou alimentaire — par exemple, interdiction de vente de denrées avariées. Nous trouvons aussi des règlements d'hôpitaux, mais dans lesquels il est question uniquement d'administration et pas du tout de soins aux malades. Nous trouvons plus tard des ordonnances officielles de précaution contre les épidémies et les épizooties. Mais rares, bien rares sont les mesures d'ordre sanitaire prises et imposées en cas de contagion, et l'initiative ou la responsabilité laissées aux communes et aux particuliers n'auront pas peu contribué à l'extension de la peste et autres épidémies si meurtrières jadis. L'on constatera que les décisions ou Abscheids de la Diète se rapportent pour la plupart, avant le XIX^e siècle, à la pratique de l'art de guérir¹.

* * *

Les Statuts de Savoie², en vigueur en Valais jusqu'en 1475, précisaient, parmi les « Attributions des offices de Baillifs et de Juges en Chablais et en Valais », la surveillance des médecins, chirurgiens (*De physicis chirurgis*) et des pharmaciens (*De apothecariis*). Nul ne pouvait exercer la médecine et la chirurgie sans avoir été examiné, approuvé et reçu à exercer cet art par le châtelain et ses officiers, sous peine de bannissement temporaire ou perpétuel ou d'autres châtiments. Après avoir épuisé les ressources de la science, les médecins ne devaient point négliger d'exhorter leurs malades à recevoir les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie.

Quant aux apothicaires, ils ne falsifieront point leurs drogues, ni n'en vendront de toxiques, par exemple l'arsenic, que sur déclaration de gens notables ou en présence de plusieurs témoins honorables, et sous le signe

¹ Le Directeur de nos Archives cantonales m'assure que celles-ci ne possèdent aucune ordonnance officielle contre les épidémies, ni aucune thèse de doctorat de Valaisans antérieure à 1800. Les cantons confédérés sont logés à meilleure enseigne que le nôtre.

² Statuts d'Amédée VIII, 1430.

de tête de mort habituel. Ils inscriront toute vente de poison, avec indication de la quantité et du nom de l'acquéreur, dans un registre spécial ; toute transgression de ce règlement comportera une amende de 100 sols.

* * *

Dans le *Règlement des bains de Loèche* de l'évêque Jean Jordan (1548-1565), seul l'article 11 a une portée hygiénique :

« L'accès des bains publics est interdit aux lépreux et autres contagieux et gangreneux (ils avaient le leur propre) et les contrevenants seront punis et conduits au château de Loèche. »

Le Règlement de 1600 sous l'évêque Hildebrand de Riedmatten punit d'une amende de 3 écus les baigneurs qui tiendraient des discours inconvenants ou chanteraient des cantiques luthériens (!), et d'une de 3 florins seulement, les personnes de sexes différents qui se baigneraient dans la même piscine.

* * *

Les ravages causés par la peste entre 1610 et 1628 engagèrent la Diète à redoubler de vigilance dans le contrôle médical. L'incapacité ou l'ignorance des médocastres étrangers ou itinérants avaient en effet accumulé les victimes. Hélas ! la rigueur des sanctions ne met pas un terme au mal et l'autorité suprême doit renouveler ses arrêts et ses menaces à plusieurs reprises.

En 1601 déjà un abscheid défendait à toute personne, sous amende de 20 livres, d'opérer en Valais sans l'autorisation des juges et des autorités de dixains qui devaient exiger un brevet de capacité.

Tandis que la Diète (5 mai 1612) impose une amende de 25 livres mauricoises à quiconque se rendrait dans les lieux infectés ou suspects, un nouvel abscheid (16 décembre 1615) condamne l'effronterie des docteurs, chirurgiens, guérisseurs, arracheurs de dents, rebouteurs et barbiers, le plus souvent étrangers, qui se mêlent de médecine sans l'avoir étudiée et sans connaître la structure du corps humain, qui s'imposent par de belles paroles et remplissent leur gousset aux dépens de la naïveté, de la bourse, de la santé et même de la vie des gens du pays qui se confient à eux.

Un autre abscheid interdisait le commerce des hardes et des marchandises telles que les cuirs bruts, propres à répandre des miasmes pestilentiels. Il transformait pour les délinquants qui ne pourraient produire un certificat d'apprentissage ou de maîtrise, l'amende en peine corporelle et confiscation de leurs biens. Mais la peste continuant à sévir, la Diète prit en 1616 une décision dont l'exécution devait rencontrer quelque difficulté :

« Il est défendu de vendre du vin sur les marchés de Sion, car c'est après avoir bu que les hommes sont le plus imprudents. »

C'est au Dr Constantin de Castello et à l'évêque Hildebrand Jost que l'on devait la judicieuse mesure prise enfin par la Diète de 1626 :

« Comme dans tout le pays il n'y a aucun vrai médecin ni chirurgien, et que beaucoup de gens meurent faute de soins médicaux, il a été jugé nécessaire, ainsi que cela se pratique dans les autres pays et républiques bien policés, d'assurer un traitement à un docteur-médecin pour que celui-ci assiste les malades riches ou pauvres, moyennant de convenables honoraires. »

L'évêque eut la générosité de déclarer vouloir participer à ces frais.

C'est là l'origine de l'institution du médecin cantonal, intermédiaire entre le pouvoir exécutif et ses administrés. Constantin de Castello fut le premier titulaire : le choix ne pouvait être meilleur car, par ses qualités et ses talents¹, il déteint avec éclat sur les médiocrités ou nullités de l'époque.

La situation s'améliora-t-elle pour autant ?

Les mesures les plus judicieuses, les plus sensées sont certainement celles que décréta, à l'instigation du même Dr de Castello, le Conseil bourgeoisial de Sion le 25 août 1628 :

1) Eloigner tout ce qui peut être infecté ou infectable ou propre à répandre des odeurs. Il conviendrait de faire un barrage pour curer le lit de la rivière où pullulent les immondices. Il serait urgent aussi d'éloigner les tas de fumier des quartiers de Pratifori et de Malacuria, et de séquestrer les animaux qui fouillent les ordures, tels les chiens, les chats, les poules, les pigeons.

2) Enjoindre aux habitants de mener une vie sobre, chaste et soumise à la Providence, leur recommander de se nourrir de bon pain bien cuit², de s'abstenir de légumes et de fruits et de boire de préférence du vin rouge.

3) Faire provision de remèdes propres à combattre la peste, comme la thériaque, la mithridate, le genièvre, le soufre, la poudre à canon, le vinaigre balsamique.

4) Evacuer les malades dans le petit bâtiment attenant à la chapelle de Ste-Marguerite ou vers les gardes du pont de la Morge (les deux maladières).

Malgré ces sages précautions, la contagion persistait : le chef-lieu devait perdre 450 citoyens lors de l'épidémie de 1639.

La Diète de décembre 1633 fulmine à nouveau contre tous les tondeurs ou barbiers, étrangers ou indigènes, ecclésiastiques ou civils, et confirme les châtimens corporels et le séquestre de leurs biens.

Hélas ! les cas mortels deviennent si fréquents que l'exercice médical est devenu un véritable assassinat. Aussi la peine du talion est-elle requise contre les « opérateurs et prétendus médecins étrangers non admis ». La Diète de décembre 1642 menace de les punir en leur corps et même en leur vie. Pis encore : la peine de mort est prévue pour ceux qui recourraient aux services des chirurgiens ambulants (*peregrinorum Chyrurgorum*).

¹ Il cultivait, en marge de la médecine, les sciences naturelles et historiques.

² Dans le Haut-Valais étaient recommandés : la tisane de pimprenelle et le pain grillé, conseil formulé en ce distique :

*Bibinella und gebrats Brod
Ist gut gegen den gähen Tod.*

Enfin, la peste raréfie et suspend même ses funestes visites. Comme corollaire, la Diète mitige ses sanctions. Celle de Noël 1646 se contente d'interdire à tous étrangers d'effectuer des cures ou des opérations et de délivrer des remèdes, à moins d'être domiciliés et établis dans le pays et d'avoir obtenu une patente dans l'un des dixains ou des gouvernements-sujets, sous peine de tomber dans la commise de tous leurs avoirs ou d'être punis corporellement. La perspective du dernier supplice n'existe plus. Et cette clause deviendra l'usage pour l'avenir. L'article 18 de la Révision des Abscheids (1760) réservait aux communes¹ le droit de recevoir médecins, chirurgiens et apothicaires, et de les autoriser à pratiquer à la condition d'avoir été examinés et approuvés par les médecins du pays². Le Code pénal prévu pour le Bas-Valais (1780) renfermait une disposition identique. Notons qu'à cette époque il existait une « Souveraine Chambre de Santé » chargée d'examiner les candidats à la pratique médicale.

Quant à la vente des poisons (c'est indirectement l'exercice de la pharmacie), sa réglementation ressemblait comme une sœur à celle en vigueur sous le Régime savoyard :

« Défense à tous marchands droguistes, épiciers, parfumeurs, et apothicaires, de vendre du poison de quelque manière que ce soit, et de quelle espèce que ce soit, sauf aux chefs de famille dont ils auront soin d'enregistrer les noms et la quantité pour les produire étant requis, sous peine de 25 livres (50 fr.) »

* * *

Avec le XIX^e siècle, l'organisation sanitaire se précise et s'améliore à vue d'œil : on devine l'influence française. Le Valais n'est plus isolé du reste de l'univers et bon gré mal gré se modernise. Des hommes à la hauteur, tels les Docteurs Desloges, Claret, Odet et surtout Gay, le guident dans la voie du progrès.

Sur l'initiative du Dr Gay, le Conseil d'Etat ordonne un cours d'instruction pour accoucheurs et sages-femmes (loi du 26 novembre 1804). Une personne intelligente (sic) devait être désignée pour les suivre dans chaque dixain. Ce cours eut lieu à Sion en 1805 sous la direction du Dr Gay. Des prix furent décernés aux plus méritants.

Par ailleurs le 27 mai 1807 était promulguée une autre loi sanitaire établissant entre autres un « Conseil de santé » (composé d'un « Protomédecin de la République », assisté de deux membres), chargé d'approuver et d'examiner tous aspirants étrangers ou valaisans à l'art de guérir, de contrôler leur activité, avec droit de révoquer ceux qui s'avéreraient incapables³. Les contrevenants étaient passibles d'une amende de 25 à 50 fr., pouvant atteindre 200 fr. en cas de récidive.

¹ Diète 7-14 mai 1760.

² Le souverain tenta par la suite d'y ajouter la réserve : *avec la permission du gouverneur*, abus de pouvoir qui souleva la protestation des intéressés.

³ Le Conseil de santé statue sur la validité des titres présentés par les aspirants à l'exercice d'une branche de l'art de guérir (article 16).

Pour être admis à l'examen de médecin et de chirurgien, le candidat doit pré-

La domination napoléonienne (1810-1813) assimila le Valais devenu *Département du Simplon* au reste de l'Empire. Il institua un « Jury médical » présidé par un professeur de la Faculté de médecine de Turin, M. Canaveri, assisté de deux médecins du pays, MM. François Odet, de St-Maurice, fixé à Sion, et Emmanuel Gay, de Martigny, ainsi que d'un pharmacien, M. Felisser, établi à Sion. Ce jury avait à pourvoir à la réception des officiers de santé, des sages-femmes, des pharmaciens, des herboristes qui, n'ayant point suivi les cours d'une Faculté de médecine ou d'une école spéciale, ont acquis soit par leurs études privées, soit chez un docteur en médecine ou en chirurgie, ou chez un pharmacien reçu, des connaissances suffisantes pour l'exercice de l'art de guérir. Cet exercice leur est interdit avant leur réception par le jury.

Un arrêté du préfet du Département du Simplon, Derville Maléchar, du 20 février 1812, enjoignait à tout docteur de présenter ses diplômes au greffe du Tribunal de première instance de sa sous-préfecture ; à tout médecin et chirurgien d'obtenir de sa sous-préfecture un certificat d'exercice provisoire ; à tout pharmacien, apothicaire et herboriste d'adresser au préfet du Département la copie du titre en vertu duquel il exerce ; à défaut de ce titre, ils comparaitront devant le Jury médical pour recevoir un diplôme légal. La liste générale des médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes et herboristes devait être publiée et affichée.

Le résultat de cette enquête fut publié dans le *Mémorial administratif de la Préfecture du Département du Simplon*, du 3 décembre 1812. La liste qui comportait 9 docteurs en médecine, 4 maîtres en chirurgie, 3 officiers de santé, 2 pharmaciens, devait être affichée dans toutes les communes du Département. A toute personne n'y figurant pas était fait défense d'exercer l'art de guérir ou de vendre des remèdes sous les peines d'amende et d'emprisonnement portées par les dites lois.

Rendons cet hommage au Régime français qu'il appliqua dans la pratique les lois et règlements qu'il promulgua, et qu'il introduisit dans le domaine médical comme dans le domaine administratif des méthodes d'ordre et de régularité dont ils avaient grand besoin.

* * *

Entré dans la Confédération en 1815, le Valais dut adapter tant soit peu son ménage aux circonstances nouvelles. En matière médicale comme en beaucoup d'autres, les cantons jouissaient d'une complète autonomie. Les anciennes mauvaises habitudes furent remises en vigueur.

La Diète cantonale élaborait deux lois sanitaires, l'une du 24 novembre 1829, l'autre du 15 décembre 1834. La première instituait des médecins

senter au Conseil de santé et déposer des certificats en due forme constatant sa moralité et qu'il a obtenu le grade de docteur, et qu'il a suivi au moins pendant 4 ans les cours publics réglementaires sur la théorie et la pratique.

Quant au pharmacien, il devait avoir suivi pendant 3 ans les cours théoriques dans une école de pharmacie et accompli 2 ans de pratique dans une pharmacie (article 19).

de districts, prévoyait l'examen des brevets présentés par les aspirants à l'exercice d'une branche de l'art de guérir, fixait la durée des études théoriques et des stages pratiques pour les médecins et les pharmaciens ; la seconde, considérant que les articles de la première n'étaient pas observés (textuel), revenait à la charge et par surcroît fixait le tarif médical, soit pour les visites (une visite, 5 batz [= 75 ct.] le jour, 10 la nuit, etc.) et vacations soit pour les différents genres d'opérations. De plus, il confirmait la séculaire antienne : « Que nul ne puisse exercer une partie quelconque de l'art de guérir sans une patente du Conseil d'Etat ». Les examens de médecins, pharmaciens, vétérinaires, continuaient à se passer, avec un succès qui ne se ralentit jamais¹ et qui engageait les ratés d'ailleurs à se présenter au jury valaisan, devant une commission cantonale.

Autre innovation : l'article 30 de la loi exigeait la constitution d'un *Collège* ou *Société médicale* du Valais, avec réunions périodiques. Elle naquit en 1835 pour disparaître en 1838, et ressusciter en 1843, après le changement de régime politique.

En mars 1842, le Conseil d'Etat décide que les aspirants médecins, chirurgiens, pharmaciens, désireux de s'établir à *demeure*, devaient préalablement subir un examen devant le Conseil de santé.

En bref, on ne compte pas moins de six lois sur la police sanitaire ou sur l'un de ses éléments entre 1807 et 1844, sans compter un règlement du 2 septembre 1844 des examens des médecins-chirurgiens, sages-femmes, pharmaciens et vétérinaires.

Une huitième loi vit le jour en 1849 (24 novembre), revisant les précédentes et mettant « quelques-unes de leurs dispositions en harmonie avec les idées et les besoins de l'époque actuelle ».

Inspirée de l'avant-projet (1844) de la loi vaudoise du 1^{er} février 1850 et presque calquée sur elle², quoique l'ayant *pro forma* précédée en date, elle comprenait de réels progrès et innovations, telles l'introduction d'un pharmacien dans le Conseil de santé, et, dans le cas d'épizootie, de deux vétérinaires ; l'adjonction, pour les examens, d'experts choisis en dehors du Conseil de santé ; le droit de surveillance sur les établissements des particuliers ou des communes intéressant la santé publique, tels les bains de Brigue, de Loèche, de Saxon ; l'assermentation des membres du corps sanitaire (médecins, vétérinaires, pharmaciens, etc.) ; la détermination des compétences des médecins de district ou inspecteurs de santé ; l'établissement d'inspecteurs du bétail, etc.

Mais tout en fixant les droits et devoirs des représentants *diplômés* et *patentés* de l'art de guérir, le législateur maintenait, par l'art. 4, la très élastique réserve pour le Conseil d'Etat d'autoriser sur le préavis du Conseil de santé, l'exercice de la chirurgie et de l'art vétérinaire à des personnes prouvant des connaissances pratiques suffisantes.

¹ Voir les réflexions du Dr Grillet, p. 654, *Obstacles à la carrière*.

² Ainsi que l'*Exposé des motifs du projet de loi sur la police de santé* (Lausanne, automne 1844).



Cliché aimablement prêté par l'Institut d'histoire de la Pharmacie
de l'Université de Bâle

Trousse de médecine ou coffret à médicaments

Ivoire de l'époque romaine

Sur le couvercle : Esculape et Hygie

Musée de Valère



Cliché gracieusement offert par
l'Abbaye de St-Maurice

Mortier de pharmacie

Bronze de la fin du Moyen-Age

Inscription : DO[M]PNVS : HVGO : ME : FECIT : FIERI : W

Peut-être s'agit-il de Maître *Hugo* (Rigolaz) *physicus* à Sion, XVe s. ?

Quant à *W*, faut-il y voir le souhait : *Vive* (ou *Vive valeque*),

le nom de l'artisan : *Willelmus*, ou encore la marque de *Vevey*, où ce mortier aurait été fondu ?

Abbaye de St-Maurice



Charles-François Beck
(1784-1853)

filz de Jean-Népomucène
médecin en France, à Naples, à Monthey

Photographie communiquée par le Colonel Pelet, Lausanne
d'un portrait appartenant à M. D. Fournier



Trois générations de médecins

Jean-Népomucène Beck
(1740-1826)

père de Charles-François
médecin à St-Maurice

Portrait appartenant à M. Denis Fournier,
St-Maurice



Alphonse Beck
(1822-1902)

filz de Charles-François
médecin à St-Maurice, en Russie, à Monthey

Photographie de la Collection J.-B. Bertrand,
St-Maurice



Le rhabilleur de village

Peinture de Raphaël Ritz
(1829-1894)

CHAPITRE IV

REPRÉSENTANTS DE L'ART DE GUÉRIR

A. Physiciens, Médecins, Chirurgiens

Des inscriptions, des découvertes d'instruments chirurgicaux témoignent de l'existence de médecins à l'époque romaine.

La tradition rapporte que sur l'emplacement de l'église paroissiale de St-Maurice se trouvait un temple dédié à Hygie, fille ou épouse d'Esculape. La déesse était représentée voilée et les femmes lui offraient leur chevelure en ex-voto.

Le musée cantonal de Valère possède un coffret trouvé en 1839 à St-Maurice et qui serait une trousse de médecin ou coffret à médicaments, en ivoire, datant du III^e ou du IV^e siècle, et postérieurement transformé en reliquaire. L'intérieur est divisé en 11 petites cases de différentes grandeurs, et les figures sculptées sur le couvercle représentent Esculape et Hygie.

Après la chute de l'Empire romain, toute trace de la médecine des Grecs disparut de l'Occident. La chirurgie et le soin des malades furent abandonnés au clergé qui utilisait comme principaux moyens de traitement les simples, les prières, les exorcismes et l'attouchement des reliques : St-Maurice est le plus ancien pèlerinage d'Occident ; dès les premiers siècles de l'ère chrétienne on y accourait pour recouvrer autant la santé physique que morale ; l'anneau du Chef de la Légion thébénienne et le « vinage », vin bénit auquel certaines oraisons et le contact des saintes reliques conféraient la vertu de guérir les maladies, jouissaient d'un grand renom.

Dans le même ordre d'idées, Grégoire de Tours mentionne dans son *Gloria Martyrum*, les offrandes à Dieu et la messe à saint Sigismond, auquel est dédiée l'église paroissiale de St-Maurice, dans les cas de fièvre spécialement :

« Nam si qui nunc frigoretici in ejus honore missas devote celebrant ejusque pro requie Deo offerunt oblationem, statim, compressis tremoribus, reinctis febribus, sanitati pristinae restaurantur. »

Quand Charlemagne ouvrit des écoles dans plusieurs villes de son royaume (entre autres à St-Maurice et à Sion), on y enseignait en même temps que les autres sciences de l'époque la médecine sous le nom de

physique. De là, le nom de *physicus* ou physicien¹ qui paraît dans les actes latins jusqu'au XVII^e siècle. Mais avec la décadence du Moyen-Age, tous ces prétendus physiciens ne passaient plus sur les bancs de l'école et nombre d'entre eux n'étaient que de vulgaires aventuriers, autodidactes ou complètement ignorants, et poussant l'empirisme jusqu'à la pratique de la magie noire. D'autre part, l'interdiction en 1163 par le Concile de Tours² de la chirurgie aux ecclésiastiques contribua aussi à laisser le champ libre aux rebouteurs, renoueurs, barbiers, etc.

Dans la Bourgogne, en Savoie, et en Valais aussi, la médecine et la chirurgie se trouvaient souvent au Moyen-Age entre les mains de Juifs s'intitulant *magister* ou *arzet*. Ils possédaient, sans avoir fait d'études académiques, certains secrets qui leur attiraient la clientèle crédule. Malgré la défense de l'ancien droit canon : *Christiani a Judaeis non possunt recipere medicinam*, nous repérons la présence d'au moins un Juif, témoin à Granges en 1323, *judaeus physicus qui vocatur magister Jo[hannes]*. Peut-être fut-il avec ses congénères de St-Maurice et Monthey victime du pogrom de 1349 ?

Le Dr Olivier observe qu'aux XIV^e et XV^e siècles, il y a séparation stricte d'une part entre le médecin et le physicien (ces deux termes étaient alors synonymes), personnages de la classe supérieure, toujours doctes et érudits, et d'autre part le chirurgien, tout au plus petit bourgeois, roturier, ne sachant pas le latin et dont les études se limitaient à un apprentissage. Au bas de l'échelle se tenaient les barbiers (*barbitonsor*, *Scherer*), à qui les gens se confiaient pour la petite chirurgie (saignées, ventouses, extractions de dents, etc.).

En Valais toutefois, ce n'est guère qu'au XIX^e siècle que les fils de « bonnes familles » embrassèrent la carrière médicale. Sous l'ancien Régime, ils lui préféraient la magistrature, la prêtrise ou les services capitulés.

Plus nombreux que les Juifs dans l'exercice du commerce, de la banque et aussi de la médecine, étaient les *Lombards* qui jouèrent un rôle important dans notre vie économique au Moyen-Age. Les documents nous révèlent quelques noms :

Maître Jean, chirurgien, 1262 ; Maître François, médecin, 1310-1336 ; Maître Guillaume, *physicus*, 1344 ; Maître Michel, 1373, etc., la plupart à Sion.

L'unique pharmacie de Sion se trouvait, du reste, au Moyen-Age, à la Rue des Lombards, et son enseigne, peinte à fresque, était encore visible il y a quelques années.

La première Faculté suisse de médecine fut celle de Bâle (1460), où brilla notre compatriote Félix Platter, qui y inaugura l'enseignement de l'anatomie ; mais il s'écoula du temps avant qu'elle pût former de vrais médecins en nombre considérable. En Valais, comme dans les autres cantons, la plupart des médecins étaient, du XVII^e siècle (époque de la peste)

¹ « *Physica dividitur in arithmetica, astronomiam, astrologiam, medicinam, geometriam, musicam.* »

² Renouvelée par celui de Würzburg en 1298.

au début du XIX^e, des médecins de ville, examinés, agréés et engagés par les autorités locales pour donner gratuitement les soins aux malades pauvres et surveiller la salubrité publique¹. A l'origine, les *Doctores* sont des maîtres dans l'art de guérir ; par la suite, prirent ce titre les gradués des académies ou universités ; la défense portée par la Diète de Viège en 1604 de fréquenter les universités étrangères entrava l'étude des sciences médicales par les jeunes Valaisans plus nombreux qu'on ne le suppose. Par exemple on en trouve à la seule Université de Zurich, entre 1565 et 1605, 32 dont plusieurs en médecine, et à l'Académie de Genève 8 entre 1563 et 1647 ; la proportion est plus forte encore pour certaines académies étrangères.

Comme nous allons le constater par la liste, fatalement fragmentaire, que j'ai tenté d'établir par dixains, les titres des XIII^e, XIV^e, XV^e siècles présentent plus fréquemment les noms de *physicus* ou *chirurgus* (*zirurgus*) souvent portés par des Savoyards ou des Piémontais, que ceux de *medicus* ou de *doctor*. Les chirurgiens fleuriront jusque vers 1850, même dans les cadres des milices cantonales.

MÉDECINS ET GUÉRISSEURS

DANS LE GOUVERNEMENT PUIS DIXAIN DE MONTHEY

La famille Rochey, de Val d'Illiez, pratiqua durant des siècles l'art de guérir, mais malheureusement plusieurs de ses membres laissèrent une réputation détestable². Jacques Mugney, alias du Rochey, *magister medicinae et scissurae hominum fracturas*, a maille à partir avec la justice en 1513 pour une opération qui eut une issue mortelle ; ce procès mit au jour d'autres méfaits antérieurs. En 1537, son fils Jean, également rebouteux, est condamné au bûcher pour vénéficie après avoir dénoncé son propre fils pour le même crime.

Le dernier représentant de cette sinistre famille dépassa tous ses prédécesseurs en horreur ; mon dossier sur son compte est si répugnant que je m'en réfère au témoignage de l'abbé Clément, que sa qualité d'ecclésiastique oblige à quelque ménagement :

« Il exerça pendant plusieurs années dans le gouvernement de Monthey et ses environs la chirurgie et même la médecine, sans étude et sans connaissances, mais avec une hardiesse et une témérité impardonnables et très punissables³. Agissant en vrai charlatan, en bourreau et véritable empoisonneur, soutenu d'ailleurs d'une manière honteuse et criminelle par plusieurs de ceux qui étaient en droit et pouvoir et même obligés d'y apporter remède, il estropia plusieurs per-

¹ Voir article : *Médecin* dans : *Dictionnaire historique et biographique suisse*.

² J.-B. Bertrand : *Une curieuse lignée de guérisseurs*, dans : *Annales valaisannes*, décembre 1935.

³ Il poussait aux illégalités pour en tirer le bénéfice sous forme de prime de dénonciation auprès du gouverneur d'Augustini.

sonnes, en tua évidemment plusieurs autres par des remèdes violents et imprudemment administrés, enfin par ses opérations cruelles et téméraires de chirurgie faites en bourreau, quelquefois plein de vin. »

Ailleurs, l'abbé Clément lui reproche d'employer pour ses opérations des instruments si sales qu'on n'aurait pas osé les utiliser pour des animaux¹.

C'est aussi pour pratique médicale compliquée de sorcellerie que Maurisette Bovard, de Val d'Illiez, mais domiciliée à Monthey, fut brûlée vive en 1622 et son mari exilé. Allez démarquer la part du naturel et celle du diabolique — et peut-être celle de la vengeance — dans un procès jugé par trois docteurs... en théologie. La pauvre femme avait pourtant parmi le peuple la réputation d'une sainte « qui guérissait non seulement les malades ordinaires, mais encore ceux abandonnés par les plus habiles médecins »².

Quittons ce terrain scabreux.

En 1644, noble Balthasar de Vantéry obtenait son doctorat à l'Université de Valence. Il fit de si remarquables débuts à Paris que deux ans plus tard ses confrères le qualifiaient déjà d'*insignis doctor medicine*.

La région de Monthey vit plusieurs de ses ressortissants gradués de l'Université de Montpellier ; ainsi :

Michel Cocatrix, de St-Maurice, fixé à Monthey, en 1765 (mort en 1785) ;

Pierre-Joseph Pot, de Vouvry, en 1765 ;

Hyacinthe Vuilloud, de Collombey, en 1792.

A propos de ce dernier qui fut grand châtelain de Monthey de 1802 à 1810, puis de 1815 à 1832, remarquons une fois pour toutes que la médecine n'a pas toujours réussi à « nourrir son homme » en Valais, et que ses représentants se lançaient volontiers dans la politique ou l'administration ou toute autre profession : hôtellerie, commerce, agriculture, postes, etc.

Vers 1790/1800 sont mentionnés les médecins de Quay à Collombey, Carraud à Vouvry, les chirurgiens Donnet et Claude Défago à Val d'Illiez et Martin Sydlér (sic), d'origine schwytzoise, à Monthey (1809). En 1812, la commune de Troistorrents délivrait un certificat de moralité à Jean-Joseph Donnet, âgé de 31 ans, chirurgien domicilié en cette commune.

Entre 1800 et 1842, pratiqua à Monthey le Dr Germain Rey († 1842) ; il tenait aussi pharmacie et droguerie qui furent vendues aux enchères publiques le 18 janvier 1843, ainsi qu'une « momie hydrocéphale du sexe féminin, de l'âge de 23 ans, embaumée depuis 8 ans »...

Je ne puis passer sous silence Louis Riond, de Val d'Illiez, surnommé le médecin des pauvres à cause de son désintéressement. Ce n'était pas un vulgaire charlatan. Il avait fait quelques études préliminaires et avait développé ses connaissances médicales par la lecture d'ouvrages savants et la fréquentation du Dr Leblond, médecin du roi Charles X. Leblond

¹ Il eut la fin qu'il méritait (sous un autre gouverneur), et fut pendu le 14 mars 1788.

² J.-B. Bertrand : *Procès de sorcellerie en Valais*, dans : *Annales valaisannes*, 1922.

accompagna Riond dans les villages les plus reculés pour y « observer l'homme malade livré aux seules ressources de la force vitale ».

Riond s'acquît une vaste clientèle non seulement de compatriotes, mais aussi de Vaudois. En 1836 il s'avisa d'exposer sa méthode dans un volume intitulé : *Médecine populaire ou l'art de guérir indiqué par la nature*, qui eut un gros succès. Riond voyait une panacée universelle dans les purgatifs et singulièrement l'huile de ricin.

Le Dr Hyacinthe Monay, qui fut député, médecin de district et préfet, joua un rôle important à Monthey entre 1820 et 1850. Je découpe l'annonce qu'il fit paraître dans l'*Echo des Alpes* du 11 mai 1841 : la tisane d'alkékenge avait son utilité en un temps de guerre civile où les carabines portaient toutes seules.

« Mr Monay, Dr méd. à Monthey, prévient les amis de l'instruction et de la science (j'ai oublié de dire que M. Monay était un « progressiste » avancé et membre actif de la *Jeune Suisse*), qu'à partir du 1^{er} juin prochain il ouvre un cours public de phrénologie d'après Lavater, Gall et Spurzheim, 2 leçons gratuites par semaine.

M. Monay possède aussi la nouvelle tisane d'alkékenge pour l'extraction des balles sans le secours d'instruments chirurgicaux. Prix : 5 batz le flacon. »

Monay eut comme contemporains les médecins Dr Théophile Poncet¹, et Dr Charles-François Beck (1784-1853), d'abord médecin au 5^e Régiment de Dragons, en France, puis au 3^e Régiment suisse à Naples, médecin de bataillon et de district en Valais.

Le cas du médecin Favey, établi à St-Gingolph, est caractéristique des mœurs de l'époque. Le 10 février 1829, le président du dixain G. Du Fay envoyait l'ordre suivant... au gendarme de St-Gingolph :

« Je suis informé qu'un étranger, nommé Favez, se permet, en contravention de nos lois, d'exercer la médecine à St-Gingolph où il demeure même sans être pourvu de permis de séjour. Je vous invite de lui donner l'ordre de sortir dans les trois jours du territoire de notre canton, de veiller à son exécution et à ce qu'il n'y séjourne plus ».

Félix Bonnaz (1814-1845), de St-Gingolph, mania la plume avec autant de dextérité que la lancette ; il connut le succès comme chansonnier politique pendant les luttes de 1840-1844, et cultiva aussi la botanique...

Après des études médicales à Naples, le Dr Alphonse Beck (1822-1902) s'établit d'abord à St-Maurice (1846), puis en Russie (1859-1870), et enfin à Monthey où il mourut. Malgré une clientèle et une réputation fort étendues et une situation de fortune enviable pour l'époque, il était au début de sa carrière simultanément marchand de fers. Et c'est probablement pour le retenir à St-Maurice, que les habitants adressaient le 17 mars 1848 une pétition au Conseil pour lui accorder le droit gratuit de domicile et l'exonération d'impôt commercial. Comme médecin homéopathe il se fit une renommée universelle et en 1889 il fut président d'honneur du congrès international de Paris. Ce modeste qui ne payait pas de mine,

¹ Pour s'établir à Monthey, en 1828, ce Dr Poncet, originaire de La Roche (Savoie), doit produire un certificat de bonnes mœurs et de probité.

fut au surplus un député fort actif et fertile en initiatives, un apôtre de la mutualité, un ornithologue distingué, qui dressa le catalogue des oiseaux du Valais, et, à l'occasion, un poète délicat.

VILLE ET DIXAIN DE ST-MAURICE

F. Nicolas, bourgeois, chirurgien « *tempore pestis* » 1597, « *vir sagax et eruditus* », † en 1614.

En 1620, s'établit Michel de Puteo (Dupuis), « *doctor medicus* ».

En 1622 est cité Claude Montilis, bourgeois, « *barbitonsor-chirurgus* », et en 1627 Louis Grely, aubergiste et médecin.

Un certain Jean Gutzwiler (alias Gottwyl), originaire de Bâle, cumule les mêmes professions. Reçu bourgeois en 1633, ce spécialiste « pour les yeux, la pierre et la hernie » se prévalait devant la Diète de 1646 de son admission au « franc-patriotage » pour obtenir l'autorisation de pratiquer son art dans tout le pays. En 1641, il installait des bains dans son auberge.

En 1697, Sigismond Paccolat est chirurgien à Outre-Rhône.

En 1715 apparaît Jean Pinguet (Pinguin ?), chirurgien à St-Maurice, et vingt ans plus tard Gaspard-Joseph Barman, qui signe une attestation : *cherusien*.

Joseph-François Charléty, Dr méd., † 1763, fut syndic, châtelain abbatial, lieutenant gouvernal ; son fils Joseph-François, également Dr en médecine, s'établit à Sion.

Noble Sigismond Franc, après trois ans d'études à Vienne et à Innsbruck, obtint (1721) le doctorat en médecine.

En 1722 est mentionné un médecin Défago.

Entre 1740 et 1760, François-Joseph Plumex, gradué Docteur de Montpellier en 1738.

En 1747, Dr Nicolas Schiner.

Entre 1750-1780, paraît Jean-Claude Seydoux, médecin et apothicaire, dont la fille épouse Jacques Robatel, chirurgien (qui pratique entre 1780 et 1800), père lui-même du futur médecin établi à Martigny. Le fils, Jean-Joseph Seydoux, succéda à son père dans sa double profession vers 1770.

Né « en Anniviers » en 1760, et Docteur de Montpellier en 1785, Jean-Christien Laloye, plus connu sous le nom de Desloges, pratiqua à St-Maurice de 1785 à 1793, puis de nouveau de 1810 à 1817. C'était un érudit, curieux d'histoire et de sciences naturelles, auteur de plusieurs ouvrages :

Medicina Agaunensis seu Observationes practicae Agauni factae, 1787 ;

Essai historique sur le Mont St-Bernard, 1789 ;

Observations sur les épidémies les plus meurtrières, 1806 ;

Décadence de la nature, 1813 ;

Voyage d'un convalescent dans le Département du Simplon, 1813.

Les vicissitudes de l'activité professionnelle de Desloges à St-Maurice ainsi que de certains de ses confrères, m'ont engagé à les exposer dans un chapitre spécial.

L'art de guérir y prend une allure normale avec le chirurgien Jean-

Népomucène Beck (1740-1826), originaire de Schist (Allemagne), diplômé de Spire en 1766, père du Dr Charles-François qui s'établit à Monthey.

Charles-Melchior de la Pierre (1783-1850), Docteur de Montpellier, s'intéressa plus à la politique qu'à la médecine. Il fut un président idéal de la ville pendant une quarantaine d'années et député aux Diètes cantonale et fédérale, et il laissa une quantité de notes sur les événements dont il fut acteur ou témoin, malheureusement dispersées.

Son confrère, le Dr Eugène Gard (1776-1854), originaire de Bagnes et reçu bourgeois de St-Maurice en 1821, fut d'abord chirurgien-major du Régiment de Preux au service de France.

Quant au Dr Charles Follonier, originaire de Vernamiège, il ne fit guère qu'une apparition à St-Maurice : arrivé de Sion en cette ville en 1835, il mourait déjà en 1838.

Egalement éphémère fut la résidence du Dr Adolf Schmidt, de Loècheles-Bains. Etabli en 1859, il quittait la Suisse en 1867 pour s'établir à Vienne où l'attendait une brillante carrière.

MARTIGNY ET SON DIXAIN

Pierre Chedal ou Chedaux, de Charrat, médecin à Martigny, est cité entre 1526 et 1529, et son fils ou neveu Antoine entre 1561 et 1618 ; tous deux remplirent de nombreuses fonctions publiques : syndics, jurés, procureurs (renseignement de M. Ph. Farquet).

Un Dr Jacquat est mentionné en 1697 et 1707.

Pierre Chevilliod est chirurgien au Bourg entre 1739 et 1757, et Gasel, barbier, pareillement au Bourg en 1761.

Le médecin Jean-Pierre Lugin fut reconnu par le Jury médical en 1812.

Jean-Baptiste Claret († 1805), originaire de Troistorrents, pratiqua d'abord à Sion avant de s'établir à Martigny. Amateur de botanique, il correspondit avec les illustres Linné et de Haller.

Emmanuel Gay, gradué de Montpellier en 1791, fut en son temps un personnage considérable. Il fut successivement chirurgien au service du Piémont, grand-châtelain de Martigny, Conseiller d'Etat, membre du Conseil de santé et du Tribunal suprême, et mourut à Sion en 1842.

Jean-Baptiste Morand, Docteur de la Faculté de Turin, est en 1826 agrégé franc-patriote valaisan. Je n'ai rien découvert sur son activité médicale.

Ressortissant d'Orsières et Docteur de la Faculté de Landshut en 1819, Louis Pittier pratiqua au Bourg entre 1820 et 1840, puis quitta le pays pour tenter fortune ailleurs.

Jean-Baptiste-Antoine Stirthler était médecin au Bourg durant la même période, tandis que le Dr Jacques Robatel, breveté en 1796, était domicilié à la Verrerie.

Au Bourg exercèrent aussi les Docteurs Cyprien Ribordy et Alphonse Ducrey avec plus de chance que leurs prédécesseurs, et en Ville le médecin Joseph Lugon, diplômé cantonal en 1842, qui en 1848 remplace comme médecin de district le Dr Ribordy, de Sembrancher, lequel quitte Marti-

gny-Bourg pour s'installer à Sion ; il était, sauf erreur, le père de l'historien Louis Ribordy.

Un homme qui joua un rôle en vue comme médecin (il fut l'initiateur des Bains de Saxon (1839) et présida le Conseil de santé), et comme homme politique (il fut Conseiller d'Etat (1847-1852) et Préfet du district) est le Dr Maurice Claiyaz (1798-1883), dont le souvenir est resté vivace au sein de la population.

A noter que vers 1850 Riddes comptait un chirurgien du nom de Hirker, et Saxon un médecin en la personne du Dr Pierre Perrier, bourgeois du lieu.

La famille Meizoz, de Riddes, doit certainement son nom à l'exercice de l'art médical, car on repère en 1610 un Jean *Medici alias Meijoz*. La même observation est valable pour la famille *Medico*, de Val d'Illiez.

DIXAIN D'ENTREMONT

François de la Tour de Collombey, condamné au bûcher pour crime d'hérésie en 1462, est qualifié *physicus*, mais dans les deux procès qui lui furent intentés par les inquisiteurs de la Foi on ne découvre aucune allusion à une activité médicale quelconque.

En 1623 le directeur des mines d'argent de Bagnes était un Dr Minaud, probablement d'origine française, « *artis medicinae peritissimus* » ; il enraya à cette date une meurtrière épidémie de dysenterie.

Jean-François Pinguin, de Bagnes, chirurgien, y est mentionné de 1720 à 1750, et un Jean-Pierre Darbellay à Liddes vers 1775.

Gaspard-Emmanuel Joris († 1880), d'Orsières, gradué de la Faculté de Vienne en 1842, pratiqua quelque temps dans son village natal avant d'émigrer à Vienne où il se créa une magnifique situation.

C'est en 1849 que s'établissait au Châble François Carron, député et hôtelier, l'un des promoteurs des stations de Fionnay et de Mauvoisin : il mourut en 1905 après 56 ans de pratique.

DIXAIN DE CONTHEY

A ne relever dans ce dixain avant 1850 que les noms de Jean-Jacques Praz, de Nendaz, et de Florentin Clemenzo, d'Ardon, tous deux aides-majors-chirurgiens dans la milice cantonale.

DIXAIN D'HERENS

Celui d'Hérens n'est guère mieux favorisé.

Mentionnons le Dr Pierre Beytrison, à St-Martin, cité en 1833-1841, et le chirurgien Laurent-Joseph Morard, à Ayent, son contemporain.

Les familles Pitteloud, de Vex, et Sierro, d'Héremence¹, ne se sont fait

¹ A propos d'Héremence on ne peut pas ne pas citer les fameuses « mèdzès » Bourdin et Dayer, dont la vogue et la clientèle dépassaient les frontières du canton.

un nom dans le domaine médical qu'à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Xavier Pitteloud (1822-1879) étudia à Besançon et à Paris, puis s'établit à Sion en 1848 ; il fut longtemps membre du Conseil de santé.

A titre de curiosité, je reproduis le document suivant :

Par Permission

Isidore Beney, de la paroisse d'Ayent, Dizain de Sion¹, s'étant acquis des connoissances très particulières soit par apprentissage de feu son Père *Simon Beney* parfait Botaniste, soit par une application et une pratique journalière sur la Botanie (sic), et s'étant attiré la confiance du public par sa bonne fois (sic) et la multitude des cures qu'il a opéré par ses emplâtres, onguens et remèdes, tous composés d'herbes simples et racines, peut et doit être regardé aujourd'hui pour un bon Botaniste. Il est de plus un Rabilleur expert, ayant guéri avec succès passé 56 ruptures de cuisses ou jambes sans compter celles des bras et les dislocations. Ce qui servira d'avis authentique au public. Pour fois de quoi.

donné ce 11 Aoust 1783.

Chancellerie de Sion.

Suit l'énumération de ses merveilleux remèdes : emplâtres, onguents, pilules, poudres, eaux, tant « pour les playes les plus invétérées, mortifiées et cangrenées » que pour les ruptures, dislocations, hernies, descentes, et pour les poux et punaises...

VILLE ET DIXAIN DE SION

Il convenait que ce fût la capitale qui nous instruisît sur les degrés et les nuances des brevets médicaux au Moyen-Age : reste à savoir si les divers *magister*, *physicus*, *medicus*, etc., se conformaient aux Statuts des Princes de Savoie sur la matière. Il va sans dire que ma nomenclature ne peut être que fragmentaire :

1262. *Magister Johannes, medicus*, à Sion.

1292-1296. *Giraldy, medicus, alias Girardus*.

1297. *Johannes, chirurgicus, medicus, de Alio* (Aigle), à Sion.

1300. *Johannes de Augusta* (Aoste), *cyrurgus*.

1310-1330. *Franciscus, medicus, physicus*.

1317. *Magister Petrus, physicus*.

Entre 1316 et 1338. *Johannes, silurgicus, alias sicorgicus, cilorgicus, cirurgicus, medicus*, à Sion ; probablement le Juif précédemment cité.

1373. *Magister Michael de Contamine, medicus*.

1460-1462. *Magister Rigolaz Hugo, physicus*.

Avec la victoire de la Planta, en 1475, les noms savoyards disparaissent et ceux-là même à assonnance romande deviennent introuvables jusqu'au XIX^e siècle. Je repère :

1495. Antoine Roten, *medicus*, de Embd.

Dr Joseph-Antoine Wyss ou Weiss, bourgmestre de Sion (1580-1590), grand-châtelain en 1588, un des chefs des Réformés valaisans.

¹ Aujourd'hui Ayent appartient au District d'Hérens.

Dr François Graly, alias Grelli, cité entre 1572 et 1587, également bourgmestre de la ville, vice-grand-baillif en 1621.

En 1601, Maître David de Metsch, établi depuis quelques années à Sion et « qui avait eu le bonheur de guérir tous les malades qu'il avait traités », se plaint à la Diète de la concurrence illégale, chacun pouvant pratiquer à sa guise et sans qu'on lui réclame ses titres de maîtrise et qu'on s'informe s'il connaît ou non l'opération de la pierre ou de la hernie, d'où il résulte de nombreux cas mortels. Il menace de quitter la ville s'il n'est mis ordre à cet état de choses. A titre de consolation, la Diète le choisit pour opérateur de la hernie et de la pierre en haut et en bas de la Morge.

En 1637, Gaspard Wallo, établi à St-Léonard, est molesté par la Diète pour pratiquer sans licence. Bien qu'il n'ayant pas étudié la médecine et sachant à peine lire, il sollicite la faveur de continuer à traiter les clients qui de partout recourent à ses services¹.

Grison d'origine, le Dr Constantin de Castello pratiqua la médecine à Sion durant une trentaine d'années sous les évêchés de Hildebrand Jost et d'Adrien III de Riedmatten. Il était médecin officiel du pays et en cette qualité se distingua en 1628 dans l'organisation de la lutte contre la peste. On lui doit une description en latin et en allemand (*Badgespan*) des Bains de Loèche, ainsi qu'une Histoire manuscrite du Valais en deux parties : *Topographie* et *Etat politique*.

Joseph du Commun (*de Communi*) (1601-1671), Dr méd. et botaniste, quitta Sion pour se fixer à Genève.

Un Dr Gaspard Wolff (*Lupinus*) est mentionné à Sion au XVII^e siècle, mais ne figure pas dans la généalogie de la famille Wolff de Sion.

Le Dr Michel Kuntschen est cité en 1689 et 1693 (année où il construit un superbe chalet aux Mayens de Sion) ; son fils, le Dr Hildebrand Kuntschen, est l'auteur de *Plantarium philosophicum* (1768).

Le Dr François Jaquet, natif d'Aoste, est — cas exceptionnel pour un Romand — médecin pensionné par la ville de Sion en 1704.

Le Dr médecin Sébastien Naterer publie en 1758 un opuscule sur les *Eaux de Loèche*, en français et en allemand. Il pratiquait conjointement la pharmacie et assaisonnait consultations et médicaments des compliments les plus suaves. Voici comment il termine une lettre de quatre pages de conseils pour une fièvre tierce :

« J'espère, Monsieur, que par une sage application des Remèdes vous rejoindrez complètement votre précieuse santé pour laquelle je suis et je dois être intéressé pendant les jours de ma vie, en vous offrant tout ce qui peut être avantageux pour icelle et tout ce qui pourra dépendre de celui qui a l'honneur d'être, etc. »

Quant au Dr Mathias Ryff, il consacrait ses loisirs à la politique (il fut bourgmestre de Sion) et à la botanique ; il est mentionné entre 1760 et 1784. C'est lui qui inventa et composa à base de plantes médicinales (surtout le lierre terrestre) le fameux bouillon de coq, spécifique contre les maladies de poitrine et impuretés du sang. Au nombre de ses

¹ Dr Jean Graven : *Droit pénal valaisan*, 1927.

clients figure ni plus ni moins que Jean-Jacques Rousseau qui le consulta pour une affection de vessie dont il souffrait dès sa jeunesse. Le résultat fut, paraît-il, satisfaisant, et le philosophe genevois se fendit envers son médecin d'un quatrain qui ne figurera jamais dans une anthologie, car ce sont vraiment des vers de... malade... :

Sion est une gente ville
Où j'ai bu du bouillon de coq
Qui m'a chassé toute la bile
Et m'a rendu dur comme un roc.

Plus tard, le monopole du fameux bouillon passa à la famille Lorétan. Chaque année au printemps 80 à 100 personnes suivaient la cure pendant six semaines pour se renouveler le sang.

Il y eut un autre Dr Ryff, probablement fils du précédent, Antoine, qui pratiquait vers 1780.

En 1790 est signalé le *chirurgus* Biner.

Le Dr Hildebrand Schiner, né à Ernen en 1754 et mort à Sion en 1819, est certes plus connu comme châtelain abbatial à Bagnes et comme gouverneur de Monthey (c'est en cette dernière qualité que je rappelle ici que le nom de *Schiner*, primitivement *Schinder*, correspond au français *écorceur*), et aussi comme historien (on lui doit une pittoresque *Description du Département du Simplon*, 1812), que comme médecin diplômé de Montpellier (1778). Il fut pourtant médecin officiel de l'Etat du Valais et de la Ville de Sion. Son fils, du même nom, après avoir pratiqué à Sion (il y fut médecin de district), alla poursuivre sa carrière à Naples, où il mourut autour de 1850 sans postérité.

Natif d'Escholzmatt (canton de Lucerne), Joseph Suess se fixa à Sion (reçu par le Jury médical en 1812), et devint chirurgien-major. Sa fille Euphémie épousa François Imsand, d'Ulrichen, également médecin, qui mourut jeune.

Jean-Baptiste Valléran (1770-1855), d'une famille de Sion éteinte, après avoir étudié à Vienne, pratiqua en Russie où il devint conseiller aulique ; il légua 3 000 roubles aux pauvres de Sion et une riche bibliothèque à ses neveux.

Au commencement du XIX^e siècle pratiquaient encore au chef-lieu le médecin Etienne-Louis Bastian, qui devint en 1830 médecin de district ; le docteur en médecine François Odet, né à St-Maurice et mort à Sion en 1848, après avoir été membre du Conseil de santé (il s'occupa aussi de numismatique) ; le Dr Gaspard Gay.

Firent aussi partie du Conseil de santé, l'un comme vice-président, l'autre comme secrétaire, les Docteurs Bonaventure, Docteur de Landshut (Bavière, 1805), secrétaire d'Etat de 1816 à 1862 — un chartiste distingué —, et Isaac Bonvin.

Au milieu du siècle, le corps médical y était encore représenté par le Dr Hyacinthe Grillet, originaire d'Ognion en Savoie, Docteur de la Faculté de Berlin, qui réorganisa la Société valaisanne de médecine, en 1843, fut député au Conseil des Etats en 1848-49, président de Sion, rédacteur du *Courrier du Valais* et du *Confédéré*, etc. ; par le Dr Antoine Advocat, le Dr Aloys Lorétan, le médecin Joseph Heiss et le Dr Xavier de Cocatrix († 1876).

DIXAIN DE SIERRE

J'avoue que ma liste concernant la Noble Contrée et la Vallée d'Anniviers est d'une indigence dont je suis le premier à rougir : celui qui poussera les recherches jusqu'à notre époque se plaindra de l'excès contraire, et pourtant le soleil, roi des médecins, y brille de nos jours comme autrefois !

Antoine de Courten, grand-baillif de la République en 1687, est signalé dans la généalogie de la famille par sa science militaire et médicale : « *scientia militari et medica insignis et ob id estimatus in et extra patria* ».

En 1728 est mentionné le Dr méd. François-Joseph Jacquet, probablement le même personnage que nous avons trouvé à Sion en 1704, ou son fils.

Le chirurgien Benoît, d'Ayer, est signalé pour ses aptitudes botaniques, dans une notice sur les botanistes valaisans par Félix Bonnaz (1842).

C'est par son activité politique qu'est surtout connu le Dr Mathias Monnier, de Vissoie, gradué de Vienne en 1795, lequel fut sous-préfet de Sierre en 1798 et grand-châtelain en 1827. Son fils ou neveu, Jean-Baptiste Monnier, pratiquait vers 1830.

A part ce dernier, je ne repère dans la première moitié du XIX^e siècle que les noms suivants : le médecin Joseph Reber, le Dr Jean-Baptiste Bonvin, le Dr Gaspard de Chastonay, qui fut président de Sierre ; Benoît Crettaz, d'Anniviers, débuta vers 1850.

DIXAIN DE LOECHE

En 1335 et 1340 le *physicus* Guillaume Perronet, de Loèche, joua un rôle de premier plan dans les revendications des Patriotes contre le pouvoir épiscopal¹ ; c'est probablement le même personnage que celui cité par Gremaud en 1342 sous le nom de *Magister Guillelmus*.

1475, Jean Pilleri, *medicus*.

Les premiers Règlements des Bains remontent à l'évêque Supersaxo (1457-1482). L'évêque Jordan (1548-1565) statuait qu'un « honnête chirurgien » (*Scherer*) nommé par l'évêque devait résider aux Bains.

De 1658 à 1682, c'est un Lucernois, Henri Steinmann, qui y pratique. Mais jusqu'au XIX^e siècle, on rencontre plus souvent un maître-baigneur (*Badmeister*) qu'un médecin. En 1705, Jean-Jacques Scheuchzer² se plaint qu'aucun médecin ne se rendait à Loèche pour donner des directives aux malades qui prenaient les eaux sans autre guide que leur caprice : les baigneurs se contentaient-ils des instructions détaillées données par le célèbre Fabricius Hildanus en 1682³ ?

Vers 1760-1770 ils pouvaient recourir aux soins du Dr Xavier-Sébastien Naterer.

¹ Cf. V. van Berchem : *Guichard Tavelli*.

² *Itinera per Helvetiae Alpinae regiones*.

³ Dissertation : *De Thermis leucensibus in Vallesia* ; Francfort, 1682.

Avec le XIX^e siècle, la situation change du tout au tout. Les médecins y foisonnent et la qualité ne le cède en rien à la quantité.

Le Dr méd. Jean-Baptiste Mengis, de Sursee (Lucerne), s'établit à Loèche dans les premières années du XIX^e siècle ; son titre fut reconnu par le Jury médical en 1812. Parmi ses descendants, on compte deux Docteurs en médecine : le Dr Oscar Mengis († 1875) et le Dr Ferdinand Mengis (1809-1895).

Dr Louis Lorétan, Dr Adolphe Brunner — tous deux auteurs de notices sur les Bains de Loèche ; Dr Auguste Steiner.

Pratiquaient encore pendant la saison des bains certains médecins de Sierre (Dr J.-B. Bonvin), de Sion (Dr Grillet), etc.

DIXAINS DE RAROGNE ORIENTAL ET OCCIDENTAL

Deux noms seulement à signaler : celui du chirurgien Jean Thenisch, à Mörel, autour de 1850, et celui du chirurgien Martin Rieder, à Wyler, vallée de Lötschen, entre 1830 et 1840.

DIXAIN DE VIEGE

En 1604, Georgius *de Prato* (Andenmatten) est reçu Docteur à Montpellier.

De 1778 à 1780, Joseph-Pierre Burgener, de Saas-Fee, étudie la médecine à Heidelberg. Il dut s'enfuir pour avoir joué des tours pendables à ses professeurs, et, paraît-il, renonça à sa vocation, ce qui n'empêcha pas ses descendants de continuer à porter le sobriquet : *z'Dokters*.

Martin Neuwirth, diplômé de Turin en 1790.

Le Dr Jean Mengis, de Sursee, et son fils le Dr Ferdinand (1809-1895) avaient simultanément chacun leur cabinet de consultation et leur pharmacie, en même temps que le chirurgien André Weissen, d'Unterbäch, établi en 1840, et qui fut chirurgien-major du contingent haut-valaisan lors de la campagne de 1847.

En 1849 est cité le Dr Joseph-Antoine Andenmatten, de Saas-Almagel.

Au petit village de Grächen revient la gloire d'avoir produit la célèbre lignée des médecins et professeurs Platter, assimilés par Bâle, entre autres Félix (1536-1614), professeur d'anatomie et auteur de nombreux et volumineux ouvrages de médecine.

DIXAIN DE BRIGUE

1347. *Magister Florius, physicus*, à Naters.

1532. Thomas Platter, visitant les bains de Brigerbad, y trouvait un *Scherer* (barbier-médecin) zurichois qui tenait en même temps auberge.

Au commencement du XVII^e siècle pratiquait à Brigue le Dr Will, originaire de Sarnen : son principal mérite est d'être le père du thaumaturge Mathias Will (1613-1698), qui fut successivement recteur de l'hôpital de Brigue, curé de Glis, curé de Loèche, chanoine de Sion. De son vivant déjà, — et son épitaphe en témoigne, — il passait pour guérir miraculeu-

sement les malades¹. Les guérisons miraculeuses foisonnent dans le diocèse de Sion et ce n'est pas à un profane à les énumérer. Mais le vénérable Will joignait à l'imposition des mains et aux exorcismes l'application d'une huile dont la composition est restée secrète. A Jean-Gabriel de Werra, de Loèche, dont la femme était dans un état excessivement grave, il écrivait (1683) de la lui amener à Sion : « *Hier haben wir leibliche und geistliche Mittel in der Hand* ».

Ses cures, merveilleuses, — tant vivant que mort, — sont attestées par de nombreux témoignages d'ecclésiastiques et de médecins, dont celui du Dr Schiner est particulièrement précieux, parce que révélateur de la mentalité de l'époque :

« J'ose dire et le dois même, quoique médecin de mon état qu'on dit d'ailleurs assez incrédule, que j'ai vu moi-même plusieurs guérisons arrivées sur sa tombe, dont des médecins savants avaient désespéré, et je dis confiant que moi et les miens avons déjà plusieurs fois senti les effets heureux de nos indications sincères dans diverses maladies, ne négligeant néanmoins aucunement les secours et l'emploi des remèdes indiqués... Seulement dirai-je à son éloge que la confiance des Valaisans envers lui est tellement générale et grande qu'ils ont presque oublié les autres Patrons du pays : saint Théodule et saint Maurice. »

En 1642 les députés de Brigue présentaient à l'approbation de la Diète Antoine Perrig, « comme un habile opérateur de hernies, et qui s'offre à traiter les pauvres gratuitement et les autres à prix raisonnable ».

1650. Le Dr Georges-Christophe Mannhaft, d'origine souabe, gendre de Gaspard Stockalper, tenait aussi auberge.

1685. Dr méd. Gaspard Perrig.

Jean Volmar, diplômé de Laufenbourg en 1733.

Entre 1770 et 1800, citons le Dr méd. Joseph Arnold, du Simplon.

Le Dr Joseph Kämpfen, né à Brigue en 1784, reçu Docteur à Vienne, mort à Paris en 1854, exerça pendant quelques années dans sa ville natale, devint ensuite chirurgien-major du bataillon valaisan au service de Napoléon, puis du 7^e Régiment suisse de la Garde royale. Il se fit naturaliser Français en 1849 et s'établit définitivement à Paris, où il jouissait d'une grande réputation. Il a laissé des mémoires particulièrement intéressants sur la Campagne de Russie.

1817. Dr Joseph Jentsch (?).

Vers 1830, Pierre Bürcher, et en 1850 Adolf Bürcher, de Lax.

1840. Dr méd. Heiss, amateur de botanique.

Dr Théodore de Stockalper, préfet du district, député au Grand Conseil.

Dr Aloys Lorétan († 1863) membre du Tribunal.

DIXAIN DE CONCHES

1322. Le *Magister Petrus de Buele* (de Biel), alias Schmid, quitte le Valais pour s'établir à Zürich.

Le Dr Jean Jacober, alias Jacob, de Sarnen, Docteur de l'Université de Paris en 1698, pratique une quinzaine d'années en Conches avant de

¹ P.-L. Burgener : *Mathias Will*, 1875, et *Die Heiligen des Walliserlandes*.

rentrer dans son canton. De même un certain Dr Halter, d'Unterwald ou de Lucerne.

1770. Dr Charles Imsand, de et à Münster.

1833. Jean Lagger, médecin à Reckingen. Un homonyme, le Dr François-Joseph Lagger (1794-1871), de Münster, d'abord vice-président du dîcain et député à la Diète cantonale, s'établit ensuite à Fribourg, où il pratiqua pendant huit lustres. C'était un botaniste réputé.

Vers 1850. Dr Longinus de Courten, à Reckingen ; François Huser, à Lax ; Dr Imfeld, de Belwald.

Sommaire statistique

En 1790, sur une population d'environ 58 000 habitants, le Valais comptait 6 à 7 médecins diplômés d'Université, 9 en 1812, et en 1853, sur 81 559 habitants, 30 médecins dont 15 gradués par les Universités étrangères. Ils sont 26 en 1878, 32 en 1899, 49 en 1917, 83 en 1938.

Une douzaine au moins de nos compatriotes sont établis en dehors du canton.

Obstacles à la carrière

Laissons la parole à deux intéressés pour nous renseigner sur les conditions défavorables dans lesquelles ils exerçaient autrefois leur art.

Écoutons d'abord Desloges¹ :

« Les médecins du Valais étudient dans les plus fameuses Universités de l'Europe, et comme ce pays n'est pas riche, il n'y vont pas simplement pour s'y amuser ou se faire voir ; au reste il faut être habile médecin pour faire une belle cure dans les campagnes où l'on ne suit aucun régime, où l'aisance et le luxe pharmaceutique manquent, ou enfin des hommes simples n'entendent rien au charlatanisme scientifique, ne veulent point de phrases mais être vite guéris. Ils n'aiment pas mourir selon les règles de l'art, mais encore moins appeler quatre médecins où il n'en faut qu'un ou point. »

Extrayons encore ces lignes d'un article du *Courrier du Valais* (N° 80, 1843) :

« La médecine en Valais a été jusqu'ici laissée dans un abandon sans exemple... Chez nous les examens ont été jusqu'ici une véritable dérision, un jeu que le plus ignorant pouvait affronter sans crainte de jamais éprouver un échec. Aussi depuis vingt ans ne connaît-on qu'un individu qui ait été, non refusé, mais ajourné. »

L'auteur de cet article, qui est sans doute le Dr Grillet, énumérait d'autre part, à la réunion de la Société médicale à Sion, le 10 octobre 1843, les obstacles qui s'opposaient à l'avancement de l'art de guérir :

- 1) Indifférence des pouvoirs officiels et inobservation des lois, élaborées du reste par des hommes étrangers à la médecine ;
- 2) Conseil de santé sans attributions définies ;

¹ *Observations sur les épidémies les plus meurtrières.*

- 3) Absence de programme pour les examens ;
- 4) Ignorance et préjugés populaires ;
- 5) Manque d'entente et de relations entre médecins.

On pourrait y ajouter :

- 6) Abus des moyens empiriques et superstitieux.

Je n'aborde pas dans ce travail la *médecine populaire*, qui a été l'objet d'une enquête, — à laquelle j'ai collaboré pour le Valais, — de la Société Suisse des Traditions populaires, vers 1910, et dont les résultats sont malheureusement restés inédits.

7) Concurrence des « mèges »¹, rebouteux, et autres avortons d'Esculape, et même des médecins étrangers au Valais.

Les Levade et Ricou à Bex, les de Haller à Roche², les Morel, Soubiran, Ramel, Bertholet, Cramer, ces cinq derniers médecins de la famille de Vantéry à Monthey, et bien d'autres encore au XVIII^e siècle, accaparaient la clientèle aisée, et les médecins du pays étaient réduits à lutter moins contre la maladie des autres que contre leur propre misère.

Un demi-siècle de vie médicale dans une petite ville valaisanne

Nous avons examiné plus haut quelques ordonnances de la Diète valaisanne en matière médicale. Jusqu'au régime de 1848, le guérisseur, diplômé ou non, ne pouvait pratiquer dans une localité sans le permis de séjour exigé de tout non-bourgeois et sans une autorisation officielle basée sur ses brevets de capacité. Cette autonomie des communes et des dixains, cet esprit de chauvinisme excessif, compliquaient singulièrement les choses. Je n'en veux pour exemples que les extraits suivants des protocoles du Conseil de St-Maurice ou de ceux du Chapitre abbatial qui nous éclaireront en même temps sur les dessous de professions qui passent pour enviables aux yeux des naïfs.

En 1739, un certain Benoît Villecrose, « *optime gnarus in arte pharmacopolaë* », est admis sous certaines conditions comme religieux laïc à l'abbaye, « *ad inserviendum aegrotis uti pharmacopola* ». Il installa sa pharmacie dans les dépendances du couvent. Au règlement de compte annuel de 1741, il avait fourni tant aux membres de l'abbaye qu'aux « étrangers » (*extranei*) des médicaments pour un total de 755 écus et 15 batz. En juillet 1745 il manifeste le désir de se retirer, et le Chapitre statue sur les obligations dont il est encore redevable.

¹ Possesseurs de *secrets* de père en fils tels les Borgeaud à Collombey, les Fournier à Salvan, les Vouilloz à Martigny-Bourg, les Dubuis à Savièse, les Pont à St-Luc, etc.

² En 1761 le grand de Haller, directeur des Salines de Bex et baillif de Berne, résidant à Roche, débarrasse l'Abbé Claret de l'Abbaye de St-Maurice d'une pernicieuse fièvre tierce.

Un chirurgien du diocèse de Genève, Antoine de Lachenal, dit « le Gros », chirurgien juré de la Royale Université de Turin, professeur de chirurgie à Thonon, sollicite du Chapitre (1746) son admission à l'abbaye. On lui impose d'abord comme condition de n'exercer son art que par charité. Mais le projet ne se réalisa pas, le départ de Villecroise ayant sans doute découragé de tenter une nouvelle expérience¹.

M. le Chanoine Dupont Lachenal a eu la bienveillance de me communiquer d'autres décisions du Chapitre abbatial, qui méritent d'être reproduites ici :

Chapitre du 22 février 1747 :

La Bourgeoisie ayant l'intention d'appeler un médecin à se fixer dans notre ville, le Chapitre consent à verser le quart de la pension annuelle dudit médecin, les trois autres quarts restant à la charge de la Ville.

Chapitre du 26 septembre 1747 :

L'Abbaye accorde la somme de 4 doublons et l'usage d'un petit jardin au Chabloz ou à Copet, à un médecin de Besançon appelé par la Bourgeoisie ; l'Abbaye lui consentira cette prestation aussi longtemps qu'il prendra soin des malades de l'Abbaye, de l'Hôpital St-Jacques et de la cure de St-Sigismond. Pour participer à ces 4 doublons, le curé de St-Sigismond et le recteur de l'Hôpital fourniront chacun un demi doublon. Toutefois, le Chapitre entend ne pas se lier aujourd'hui par une obligation formelle, à moins qu'il n'entre comme partie contractante dans le contrat que la Bourgeoisie se propose de conclure avec le dit médecin.

Au déclin du siècle (1796), l'abbaye fournit le gîte et le couvert à un ressortissant d'Aoste, du nom de Jean-Baptiste Bourgeois, Docteur de Montpellier, et de son côté le Conseil lui alloue une pension de 50 écus (270 frs. actuels) « à condition qu'il traite favorablement les *bourgeois* et leur demande pour chaque visite un batz de moins qu'aux *habitants* ». Le tarif des visites locales variait alors de 3 à 3 ½ batz, soit 50 ct. Mais en 1805, l'abbaye suspend sa bénévolé prestation, et le pauvre hère en est réduit à rédiger une pétition « tendant à ce qu'il plaise au Noble Conseil lui faire une pension pour le retenir ici », attendu que par la décision de l'abbaye « il se trouve dénué de ressources, et dans un état de misère ». Cette pension lui est accordée, mais elle était notoirement insuffisante puisque le 30 août 1808 il sollicite de nouveau un traitement « comme on lui a fait les autres années, exposant l'extrême indigence dans laquelle il se trouve. Le Conseil, considérant qu'on lui a déjà fait savoir il y a quelques années qu'on ne pouvait plus lui faire de traitement, qu'outre cela la ville a beaucoup de dettes et de frais, lui a refusé de nouveau toute pension et salaire, mais par motif de charité, elle a bien voulu lui accorder une somme de 3 louis pour dernier argent ». Le pauvre hère végète encore deux ans à St-Maurice, et enfin, le 6 juillet 1810, décidé à tenter sa chance ailleurs, il sollicite un certificat que le Conseil, « réfléchissant que cet homme n'est plus qu'à grande charge à cette ville par la détresse où il se trouve », lui

¹ Ces deux cas sont rappelés par le chanoine Bourban dans sa biographie du chanoine Weger. Je tiens les autres détails de l'obligeance de M. le Chanoine Dupont Lachenal.

accorde sans se faire tirer l'oreille : il déclara donc que Bourgeois « a exercé son état de médecin à la satisfaction publique ». Bourgeois s'établit à Vouvry.

Ces cas d'assistance à la fois religieuse et civile nous serviront de transition vers les autres cas exclusivement profanes.

Au mois de septembre 1745, un sieur Dechotton, soi-disant médecin recommandé par le seigneur gouverneur d'Aigle — serait-il le médecin de Besançon cité tout à l'heure ? — sollicite du Conseil l'autorisation de demeurer dans la ville. Il y est admis « sous l'agrément de Mgr le Révérendissime Evêque, mais à la condition que le permis de séjour lui sera retiré dès que ces Messieurs du Conseil le jugeront à propos ».

Un nommé M. Roch, d'Evian, chirurgien, « qui offrait à s'établir dans le lieu moyennant une pension qu'il demandait à la ville », vit sa démarche écartée, le Conseil « ayant réfléchi que nous avons besoin dans le lieu d'un médecin plutôt que d'un chirurgien, d'ailleurs que l'on espérait en avoir un sous peu » (28 janvier 1748). Ce médecin devait être le Dr Plumex, diplômé de Montpellier, tandis que les chirurgiens étaient Claude Seydoux, — qui s'intitule tantôt chirurgien, tantôt chirurgien-apothicaire ou apothicaire tout court, — et Gaspard Barman. En date du 31 mai 1749, le Conseil confie à Seydoux 100 écus petits (360 fr. s. = 520 fr. de notre monnaie) « sans intérêt, à condition qu'il nous serve et reste dans la ville, sans nous départir du capital si nous le trouvons à propos ». A cette époque était chirurgien-barbier Adrien Dutarte, originaire de Béthune en Artois.

Décision du 10 août 1778 :

« Le médecin allemand ou rhabilleur (non nommé) a été reçu pour habiter cet endroit moyennant subir un examen. »

Délibération du 26 novembre 1779 :

« Examiner les lettres (brevets) du Sr Jean-Baptiste Samion, de Neuville-les-Dames en Bresse, diocèse de Lion (sic), pour être reçu dans ce lieu à y exercer son art de chirurgie ; vu et lu les lettres du d. requérant le dit Conseil a bien voulu le recevoir moyennant qu'il les dépose aux archives à teneur de l'ordre souverain et qu'il subisse un examen dès qu'il en sera requis. »

Mécontent de cette concurrence (on n'est pas *bourgeois* pour des prunes !), Seydoux dépose (1781) une plainte contre le nouveau venu auprès de la souveraine Chambre de santé. Le résultat m'en est inconnu.

1^{er} septembre 1782. Le Conseil prend connaissance d'une lettre de recommandation de M. de Chaignon (Résident de France en Valais) en faveur de M. Laurent Perronet, chirurgien et apothicaire à Besançon, pour être reçu dans ce lieu et y exercer la chirurgie.

Le 24 juin 1785, le Dr Georges-Chrétien de Loges (Desloges)¹, d'Anni-

¹ Son vrai nom était *Loye*, alias *Laloye*. Le 16 mars 1783, son oncle, prêtre et, sauf erreur, chanoine de Sion, le recommandant à la Faculté de Montpellier, signait sa lettre : *Laloye*. Lui-même prit le nom de *Desloges* par cynisme après s'être affilié à la loge maçonnique des étudiants de Montpellier ; il signait aussi *Deloge*.

viers, frais émoulé de l'Université de Montpellier, est agréé « aux conditions qu'il se conduise sans donner de plaintes ». Il est logé à l'Hôtel de Ville. Il faut croire que le tarif imposé de 3 batz par visite lui paraît insuffisant, car il projette de s'installer ailleurs. Pour le retenir, car il est vraiment capable, le Conseil décide, le 28 mai 1787, de lui offrir 50 écus petits de pension annuelle (270 fr. !) « avec promesse d'avoir des égards pour lui » s'il s'établit définitivement et demande son admission à la bourgeoisie. Le Petit-Conseil s'en occupa le 13 mai et décida de lui accorder le droit de bourgeoisie pour lui et les siens, « dans le cas qu'il demeure toujours avec nous, et sinon il sera derechef rayé et ses visites seront taxées à 2 batz dans la ville, l'abbaye non comprise qui fera avec lui ses conditions particulières si elle le juge à propos, et il servira la ville et les bourgeois de préférence à l'abbaye ». Mais le Conseil général refusa de ratifier la proposition de réception à la bourgeoisie, et la question de traitement est renvoyée au Conseil privé comme étant une affaire de police. Surgirent les événements séditeux de St-Maurice et de Monthey en septembre 1790 ; Desloges y joua un rôle actif, et fut de ce chef sévèrement réprimandé par la Diète et l'Evêque. Il dut quitter le Valais et s'établit à Genève (1793). En 1808, il habitait la ferme de Sous-Vent, d'où il revint à St-Maurice à l'avènement du Régime français ; il publia alors son *Voyage d'un convalescent dans le Département du Simplon*, dont l'évêque fit brûler les exemplaires. Le brave homme ridiculisait les préjugés et superstitions de ses compatriotes tout en commettant lui-même des bévues monumentales, racontant, par exemple, qu'une femme enfantait chaque année un lapereau ! Après la restauration de l'indépendance du Valais et le départ de ses protecteurs (Desloges était un militant et chaud partisan du Régime français), il eut de nouveau maille à partir avec les autorités de St-Maurice. Celles-ci ne s'étaient-elles pas avisées de le forcer à participer à une manœuvre générale pour des travaux publics ! Desloges s'y refusa et s'exposa à des poursuites pénales (mai 1817). Aussi préféra-t-il quitter la localité. Il émigra à Morat (mai 1818), où il eut avec son propriétaire un procès qu'il crut bon de rendre public dans une brochure ; bref, en juillet 1819 nous le trouvons établi à Versoix. Dès lors, nous perdons sa trace...

B. Pharmaciens

Comme s'improvisaient apothicaires ou pharmaciens tous ceux qui estimaient la profession lucrative, moyennant un stage dont aucun règlement ne déterminait les conditions, il y a de quoi s'étonner qu'ils n'aient pas été plus nombreux. Il est vrai que dans le bon vieux temps les médecins délivraient eux-mêmes les médicaments, ce qui ne se passe plus de nos jours... La liste de ceux connus n'en est pourtant pas longue : ce n'est guère qu'au XX^e siècle qu'elle a pris une extension excessive. Les étrangers au canton y dominent manifestement :

1361. *Antonius de Ponte*, de Brigue, *apothecarius*.

1378, 1400. *Bonifacius Alethi*, Lombard, à Sion, plus tard à Loèche, dont

il dut acquérir la bourgeoisie puisqu'on l'y voit major (juge).

1490. Alexandre de Tryonaz, à Sion.

1491. Luth de Dufay.

1495. *Matthaeus de Romano, apothecarius sedun.*

1496. Jean Charlety, apothicaire, à St-Maurice, dont il est conseiller en 1499 et 1503 ; il était en même temps... meunier.

1505. *Alexandre de Eriano, apothecarius, civis sedunensis.*

1523. Louis Charlety, à St-Maurice.

Gaspard Collinus ou Ambuel, *pharmacopaeus sedunensis* († 1560), correspondait avec les Zurichois Conrad Gessner et Josias Simler, lequel publia de lui dans sa *Description du Valais* (1571) une notice sur les *Eaux médicinales du Valais et des environs*.

En 1636, se fixa à St-Maurice noble François de Saint-Martin, Français, *pharmacopola*.

Vers 1720, les gens de St-Maurice se servent chez Levade à Bex, ce qui suppose l'absence d'un pharmacien dans l'endroit. Elle semble confirmée par une double décision du Chapitre abbatial, l'une, du 26 septembre 1747, où il admet pour un an à l'essai le sieur Chioffre, pharmacopole, à la condition qu'il lui remettra le tiers du bénéfice qu'il réalisera en « vendant, soignant, etc., en dehors de l'abbaye », — l'autre, du 1^{er} octobre 1748, où il consent à prolonger pour une année l'arrangement ci-dessus sous réserve qu'il se conduise bien (*dummodo sapienter se gerat*).

Vers le milieu du siècle, Jean-Joseph Seydoux cumule les professions de chirurgien et d'apothicaire ; sur ses factures figurent aussi bien la fourniture de médicaments que des visites ou même des opérations.

Le 11 octobre 1778, Jean-Baptiste Damottu « a été reçu pour exercer dans cet endroit sa profession d'apothicaire moyennant subir examen auquel il s'est soumis »¹.

Vers 1800, un Berguerand est pharmacien à Martigny-Bourg, et Lugrin, Baud, Mermoud en Ville (je soupçonne qu'il s'agissait plutôt d'un dépôt de médicaments).

D'après la *Statistique du Valais* du Doyen Bridel, il n'existait en Valais en 1820 que deux petites pharmacies (les deux qui avaient été autorisées par le Jury médical français) : celle d'Antoine Felisser, de Tourtemagne, à Sion (il fut membre du Conseil de santé dès 1813), et celle de François Baup, de Vevey, à St-Maurice, à la fois pharmacien, épiciier et agent de change (de 1810 à 1843). A la vérité, la capitale comptait un autre pharmacien, Emmanuel Gross († 1833), de Martigny, fondateur de la pharmacie du Grand-Pont (actuellement Allet).

Le 21 septembre 1826, Louis Wyder, de Bettingen (Bâle), ayant l'intention d'ouvrir une pharmacie à St-Gingolph pour laquelle il a obtenu l'agrément du Conseil local, sollicite du directeur de la police centrale un permis de séjour pour un certain nombre d'années. Il l'obtient pour deux ans ; le 10 avril 1828, il en sollicite la prolongation pour dix ans : il l'obtient pour quatre ans. Il a comme successeur Henri Lambert, d'Yver-

¹ Décision du Conseil.

don, qui ne fait pas long feu à St-Gingolph et reçoit du président du dixain cette fiche de consolation :

« Je désire vivement que vous trouviez à vous placer avantageusement. Saint-Gingolph n'offre effectivement aucune ressource pour votre profession et vous trouveriez difficilement à vous placer convenablement dans notre canton. » (4 août 1832).

On pratiquait la limitation des officines avant la lettre et avant... la crise, témoin cette décision du Conseil du Dixain de Monthey (23 février 1828) de fixer à trois ans le terme pendant lequel il n'accorderait à aucun étranger la faculté d'ouvrir une pharmacie à Monthey.

Le nombre des officines marche dès lors de pair avec le développement économique du canton. A part 6 dépôts de médicaments autorisés aux médecins de Viège (4) et de Brigue (2), nous en recensons 8 en 1843 : Pignat à Monthey, — Baud à St-Maurice, — Mérioze à Martigny-Bourg et Wyder en Ville, — Bonvin, — Kœbel, — Jaggy, — Tavernier et Zen-Klusen à Sion (Gloker à Sion et Savoya à Martigny ne firent pas long feu), et 11 en 1859 : Léon Franc à Monthey, — Gustave de Werra à St-Maurice, — Morand à Martigny-Ville et Mérioze au Bourg, — Auguste Kœbel, — Henri Brauns, — de Quay, — Alexandre Müller et Tavernier (associés) à Sion, — Eugène Jaggi à Sierre, — Franz Erb à Viège, — Hermann Bürcher à Brigue.

Stationnaire pendant un demi-siècle — 17 en 1878 (dont 2 à Saxon !), 16 en 1890, 17 en 1896, 18 en 1917, — l'effectif bondit à 28 en 1938.

C. Vétérinaires

S'il est exact que la santé de l'espèce animale préoccupa plus souvent les autorités que celle de l'espèce humaine¹, il faut convenir que la résignation des malades et la répétition des mêmes maladies rendaient le traitement infiniment plus facile. Aussi bien celui-ci était-il abandonné aux « meijes » locaux et dans les cas exceptionnels aux moines de St-Jean d'Aulps, détenteurs de la mirifique « clef de saint Guérin ». Il faut arriver au XIX^e siècle et au protectorat suivi de l'annexion française, pour découvrir des vétérinaires diplômés de l'Ecole impériale de Lyon, à défaut de l'école cantonale.

Mentionnons Louis Martin, de Monthey, — dont la famille peut revendiquer quatre générations de vétérinaires, — et Félix Cassignol (1780-1861), de St-Maurice, dont la Ville facilita les études (1806), par un prêt de 100 écus petits, dont elle lui fait présent s'il se fixe dans la ville et « se rend utile aux bourgeois dont il aura soin de ne pas enfler les comptes ».

Parmi les *aspirants* du district de Monthey qui se présentèrent pour être instruits dans l'*art vétérinaire* aux frais de l'Etat à l'école spéciale ouverte à Sion en 1826, figuraient les candidats suivants recommandés par le

¹ A l'occasion de l'épizootie de fièvre aphteuse en janvier 1938, j'ai publié dans le *Confédéré* une série d'articles sur la lutte contre les épizooties aux siècles passés.

président du dixain : André Duchoud, de St-Gingolph (27 ans, a étudié au collège de St-Maurice, « écrit correctement, a une bonne écriture... »), — Adrien Martin, de Monthey (16 ans, a fréquenté l'école du rectorat), — Alexandre Dunoyer, de Monthey (19 ans, a fait ses classes jusqu'en humanités), — Joseph Methiaz, de Troistorrents (a fait son gymnase à St-Maurice et a fonctionné comme régent à Evionnaz). Tous ces candidats furent-ils admis et pratiquèrent-ils leur art par la suite ? je l'ignore.

Les vétérinaires, — on disait alors : « *artistes-vétérinaires* », — les plus connus avant 1850 sont, à part Cassignol et Martin : Berguerand, à Martigny, « reconnu par le Gouvernement » ; — Pierre Escher, de Simplon, à Bramois, † 1841 ; — et surtout Louis Pignat, de Vouvry, établi à Sion, puis à Monthey dès 1835 et qui passa en quelque sorte pour le vétérinaire officiel : c'est à lui que l'Etat confie la direction de l'Ecole cantonale prévue par la loi de 1834.

Les cours duraient deux ans, se donnaient en français et en allemand, et chaque dixain devait y envoyer un élève. Professaient outre le directeur Pignat, à la réouverture à Sion le 15 septembre 1846, le chanoine Rion (sciences naturelles), le P. Jésuite Elearts (chimie), et les Frères de Marie (calligraphie). La loi sanitaire du 24 novembre 1849 est, sauf erreur, la première réglemant l'exercice de la profession : le candidat devait suivre les cours théoriques et pratiques de l'école cantonale ou d'une école étrangère. Il devait y en avoir un par district. Seuls les vétérinaires autorisés avaient le droit (en théorie) de traiter le bétail malade et de lutter contre les maladies contagieuses.

D. Médecins - Dentistes

Il n'en existe aucun d'origine valaisanne avant 1850, époque à laquelle j'arrête mes recherches¹. Le régime alimentaire plus simple (on n'abusait pas des sucreries) et la patience plus grande réduisaient au minimum les soins dentaires. Au surplus, on recourait dans les cas extrêmes, soit à l'invocation de sainte Apollonie ou à un pèlerinage à la chapelle de Nesselschlicht à Belwald où se lit cette inscription

*Wer hier thut beten recht von Herzen
Dem wird nachlassen der Zahntscherzen.*

— soit aux maréchaux de village, spécialisés dans les extractions, — soit aussi aux ambulants étrangers qui opéraient les jours de foire. Tout cela est confirmé par la curieuse annonce suivante que je découvre dans le *Bulletin officiel* du 27 juillet 1806 :

« Le public et les autorités dixénales et locales sont prévenus que le Conseil d'Etat ne permet à Georges Widmann que d'exercer uniquement ce qui est relatif à l'art des dentistes et que le dit Georges Widmann est dans le cas d'être

¹ Dans la presse valaisanne des années 1860 et suivantes, paraissent régulièrement les avis des dentistes Bollinger, de Vevey (à Sion), — Carré, de Genève, recevant à Martigny, Sion, Monthey, — et du Dr Cerf, de Fribourg, recevant à Sion les vendredi et samedi.

amandé (sic) s'il a fait ou ferait d'autres cures que celles relatives aux dantistes (sic) dont nous manquons dans ce pays. »

Les premiers diplômés de l'Université de Genève ne s'installèrent en Valais que vers 1890 : Debons à Sion et Gistald d'Angreville à St-Maurice. On comptait 1 dentiste en 1889, 3 en 1901, 4 en 1917, 20 en 1938.

E. Sages-femmes

A titre de curiosité, je reproduis certain passage d'un curieux mandat de l'Abbé de St-Maurice Pierre-Maurice Odet à ses juridictionnaires de Salvan, Choex, etc. (1645) :

« A toutes les femmes qui font estat dans nos juridictions spirituelles et temporelles de recevoir les enfants qui viennent au monde, que le vulgaire nomme *Denans* et que nous appelons sages-femmes, salut et bénédiction. Nous mandons et commandons sous la peine de désobéissance qu'elles aient à se faire instruire par nos Curés de la façon de baptiser pour s'en servir à la nécessité, affin qu'en après les enfants puissent être apportés en temps propre pour recevoir en l'église paroissiale et propre de chaque lieu, les autres bénédications, onctions et cérémonies par les mains de leurs propres curés ou vicaires... »

Jusqu'au XIX^e siècle, la profession était libre ; les accouchées étaient assistées par des voisines ou des *matrones* qui s'entendaient dans ce genre de service sans avoir fait d'études ou d'apprentissage. Les communes subventionnaient à bien plaire les sages-femmes qui formaient elles-mêmes des élèves. Ainsi, le 1^{er} novembre 1754, le Conseil de St-Maurice cède à la femme de Gaspard Mottiez l'intérêt annuel qu'elle doit d'une somme de 400 florins pour « qu'elle élève une femme à la profession de sage-femme et l'instruise de tout son savoir et connaissance... jusqu'à ce que son élève soit en état de servir le public ».

Le premier cours officiel, organisé à Sion en 1805 par le Dr Gay, provoqua plus de méfiance et de critique que d'approbation, et un magistrat montheysan, Jean de Vantéry, qui avait la manie de coucher par écrit les réflexions que lui suggérait l'actualité, ne manqua pas de remarquer dans ses feuillets avec moult exemples à l'appui que jamais l'on n'avait compté autant de mort-nés que depuis que les médecins et accoucheurs s'étaient avisés de se substituer à la nature...

La loi sanitaire du 15 décembre 1834 défendait sous peine de 30 fr. d'amende l'exercice de la profession à toute femme non autorisée par le Conseil d'Etat, et celle du 24 novembre 1849 prévoyait un cours annuel dans les deux langues et contraignait les communes qui n'en avaient pas à se pourvoir d'une sage-femme à leurs frais. Ces cours eurent lieu pour le Haut-Valais à Viège ou à Brigue sous la direction du Dr Mengis et pour le Bas-Valais à Sion ou Martigny sous celle des Docteurs Grillet et Claivaz. Plusieurs Rapports de gestion du Conseil d'Etat déplorent toutefois l'indifférence qui accueillait ces cours dans le Haut-Valais ; ils ne purent même une fois ou l'autre, par exemple en 1851, avoir lieu faute d'inscriptions suffisantes.